

**L'OBLIGATION DE SURVEILLANCE
DES INSTITUTIONS PHILANTHROPIQUES
A L'ÉGARD DES MINEURS
PLACÉS SOUS LEUR GARDE**



THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

le Samedi 13 Mai 1939, à 14 heures

PAR

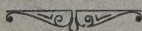
Paul MALAN

JURY :

Président : M. CASSIN, Professeur

suppléé par M. DONNEDIEU de VABRES, Professeur

Suffragants { M. ESMEIN, Professeur
 { M. PLASSARD, Professeur

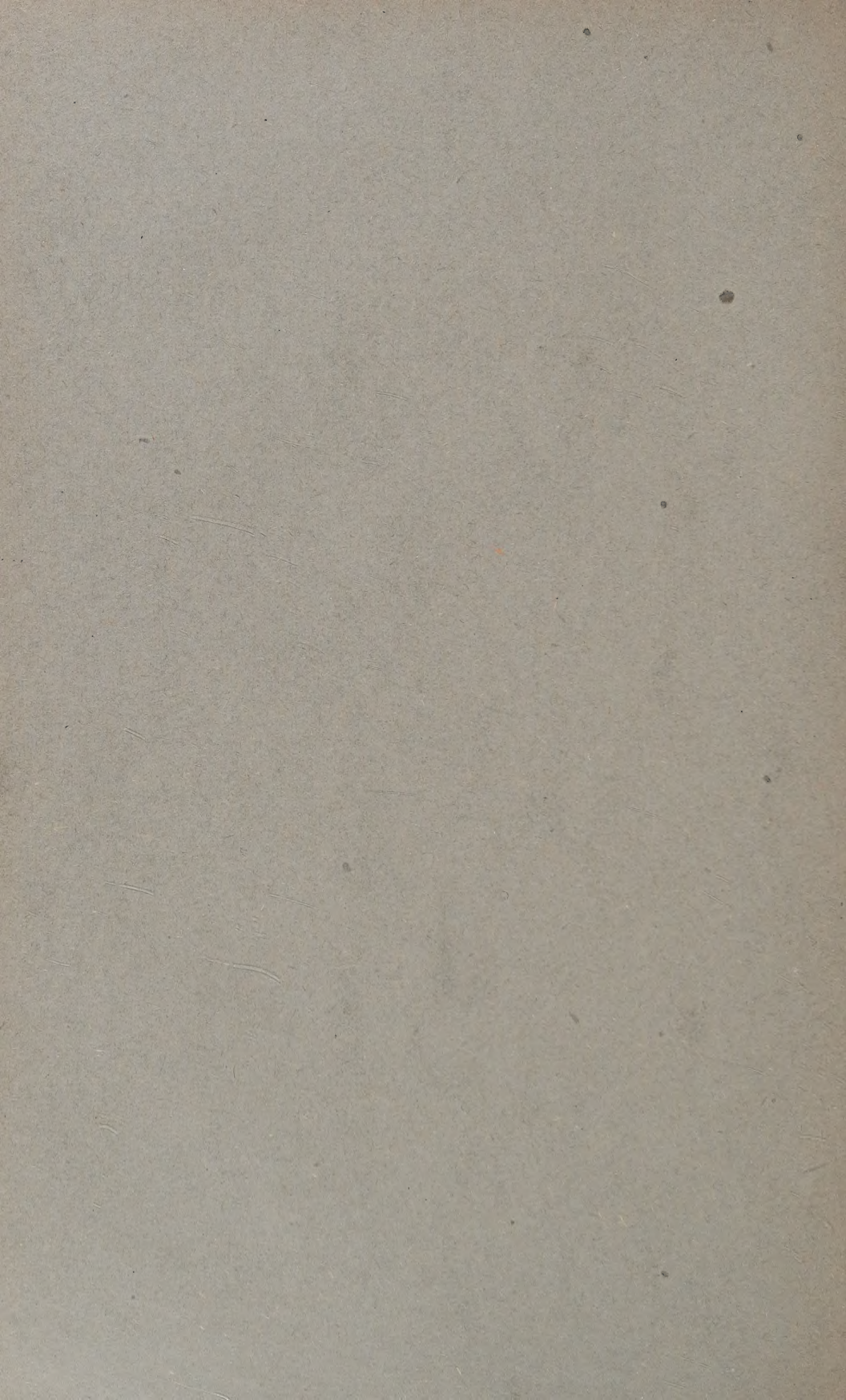


LES PRESSES MODERNES

96, Galerie Beaujolais — Palais-Royal

PARIS (1^{er})

1939



L'OBLIGATION
DE SURVEILLANCE DES INSTITUTIONS PHILANTHROPIQUES
A L'ÉGARD DES MINEURS PLACÉS SOUS LEUR GARDE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

L'OBLIGATION DE SURVEILLANCE DES INSTITUTIONS PHILANTHROPIQUES A L'ÉGARD DES MINEURS PLACÉS SOUS LEUR GARDE



THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

le Samedi 13 Mai 1939, à 14 heures

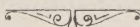
PAR

Paul MALAN

JURY :

Président : M. CASSIN, Professeur
suppléé par M. DONNEDIEU de VABRES, Professeur

Suffragants { M. ESMEIN, Professeur
 { M. PLASSARD, Professeur



LES PRESSES MODERNES
96, Galerie Beaujolais — Palais-Royal
PARIS (1^{er})

1939



*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ou improbation aux opinions émises dans les thèses.
Ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*

Introduction

1. Obligation de surveillance et responsabilité des institutions philanthropiques. — 2. Définition de l'institution philanthropique. — 3. Institutions philanthropiques et institutions patronales en faveur des enfants d'ouvriers et d'employés. — 4. Plan.

1. — *Obligation de surveillance et responsabilité des Institutions philanthropiques.* — Assumer la charge de garder des mineurs, et des mineurs encore enfants, c'est, on s'en rend compte aisément, accepter une lourde tâche. Déjà l'enfant seul, impulsif et spontané dans sa nature, échappe parfois à la surveillance la plus assidue; combien dès lors les enfants en groupe doivent-ils exiger de la part de leur surveillant une attention de tous les instants, attention dont le relâchement le plus léger peut entraîner les conséquences les plus graves.

Ceux qui ont eu, soit dans leurs fonctions d'instituteurs ou de professeurs, soit comme directeurs ou surveillants de patronages, de colonies de vacances, soit comme chefs scouts ou en toute autre qualité, l'obligation de surveiller des mineurs, savent avec quelle rapidité les enfants profitent d'un seul moment d'inattention pour « goûter le fruit défendu »,

vent, avons-nous dit, viser des fins non lucratives, c'est-à-dire ne procurer aucun bénéfice pécuniaire à leurs dirigeants. Nous les désignerons sous une expression plus positive, et qui indique aussi plus nettement le but qu'elles poursuivent, nous parlerons d'institutions philanthropiques.

Qu'est-ce qu'une institution philanthropique ? C'est une organisation dont le but est de rendre un service à titre non lucratif. Une telle institution n'est pas seulement ce que l'on est convenu d'appeler une institution de bienfaisance. Le mot « bienfaisance » implique un appui pécuniaire, un secours apporté à la misère. Les institutions de bienfaisance ont certes un caractère philanthropique, et nombreuses sont-elles qui prennent en charge des mineurs : pouponnières, crèches, garderies ou jardins d'enfants, colonies de vacances même. Mais faire du bien, et c'est le propre de toutes les institutions philanthropiques, ce peut être, avec cette aide matérielle ou sans elle, rechercher un développement moral, religieux, intellectuel, artistique, sportif, et dès lors le cadre des institutions philanthropiques déborde grandement celui des institutions de bienfaisance. Ces institutions, et nous n'en citerons que quelques-unes, ce sont les jardins d'enfants, les groupes scouts, les patronages divers, les colonies de vacances, les cercles sportifs, les auberges de la jeunesse; toutes institutions de plus en plus nombreuses ces dernières années.

Que leur but apparaisse comme un désir de secours matériel ou de secours moral, dans son sens le plus général, elles

ne doivent, en tous cas, rechercher aucun bénéfice pécuniaire. Il n'est d'ailleurs pas toujours facile de reconnaître si ce bénéfice est ou non recherché, ainsi lorsqu'une rémunération est exigée pour frais d'entretien dans une colonie de vacances. C'est là une question de fait à trancher et il appartient aux tribunaux de constater dans chaque cas d'espèce si un avantage pécuniaire est réalisé tel qu'il enlève à l'institution son caractère philanthropique.

3. — *Institutions philanthropiques et institutions patronales en faveur des enfants d'ouvriers et d'employés* (2).

— Une question fort intéressante se pose depuis que de nouvelles conceptions sociales se sont développées, concernant les rapports entre patrons et ouvriers. Que faut-il penser des institutions organisées au profit des enfants d'ouvriers et d'employés par les établissements industriels et commerciaux ?

Il est incontestable qu'un large esprit philanthropique préside encore à la création de la plupart d'entre elles, incontestable surtout que les premières de ces institutions sont nées de cet esprit. Il est également évident que du fonctionnement de ces institutions les établissements industriels et commerciaux ne retirent aucun bénéfice pécuniaire. Dès lors leur caractère d'institutions philanthropiques peut-il être mis sérieusement en doute ?

(2) Voir chapitre 2, à la note 43, un cas où le caractère d'institution philanthropique, au sens où l'on entend habituellement ce terme, peut être discuté.

Nous savons combien aujourd'hui « charbonnier est peu maître chez lui », combien surtout se répand cette idée que l'ouvrier et l'employé ont un droit propre sur les produits des entreprises dont ils sont les préposés. Ceux qui fréquentent les milieux ouvriers savent que beaucoup de ces ouvriers considèrent comme dus les avantages sociaux offerts à eux par les patrons, même en dehors de toute obligation légale.

Tout ceci nous porte à croire que, si le mouvement social actuel se continue, la jurisprudence, appelée à se prononcer, consacrera sans doute le caractère non philanthropique des institutions organisées par les patrons au profit des enfants de leurs ouvriers et employés.

4. — *Plan.* — Nous diviserons ainsi notre étude :

Chapitre 1^{er}. — Conditions d'existence de l'obligation de surveillance.

Chapitre 2. — Etendue de l'obligation de surveillance et faute dans la surveillance.

Chapitre 3. — Détermination du responsable.

Chapitre 4. — Responsabilité partagée.

Chapitre 5. — Réparation du dommage.

Conclusion.

CHAPITRE I

CONDITIONS D'EXISTENCE DE L'OBLIGATION DE SURVEILLANCE

5. Position de la question. — 6. Accord intervenu entre l'institution et ceux qui ont la charge du mineur ; utilité d'une détermination de la nature contractuelle ou délictuelle de l'obligation de surveillance. — 7. Distinction du contrat et de l'acte de complaisance. — 8. Contrat relatif à la garde du mineur et puissance paternelle. — 9. Garde de fait des mineurs par l'institution philanthropique. — 10. Prise en garde des mineurs et absence d'obligation de surveillance : a) Intermédiaires. — 11. b) Exercice des jeux sportifs. — 12. c) Education morale et principe de confiance.

5. — *Position de la question.* — Etudier l'obligation de surveillance c'est, avant même que d'en apprécier l'étendue, connaître les conditions de son existence, savoir comment elle naît.

Lorsqu'une institution s'est engagée expressément à surveiller des mineurs, aucun doute : une obligation de surveillance est née à la charge de cette institution. Mais très fréquemment, ou bien, la surveillance des mineurs n'étant pas le but de l'institution, celle-ci n'a pris aucun engage-

ment précis quant à la surveillance, ou bien aucun accord de quelque nature que ce soit n'est intervenu entre ceux qui ont la charge du mineur et l'institution. Dans l'un et l'autre cas, cependant, l'institution sera presque toujours encore soumise à une obligation de surveillance à l'égard des mineurs placés sous sa garde.

6. — *Accord intervenu entre ceux qui ont la charge du mineur et l'institution; utilité d'une détermination de la nature contractuelle ou délictuelle de l'obligation de surveillance.* — Considérons tout d'abord le cas où un accord est intervenu entre ceux qui ont la charge du mineur et l'institution; accord concernant la surveillance à exercer sur ce mineur. Une obligation de surveillance est née (1), mais peut-on dire qu'elle a sa source dans un contrat, qu'elle est une obligation contractuelle ?

Voilà un premier point à éclaircir et nous procéderons par étapes car l'obscurité est grande.

Si nous consultons nos différents recueils d'arrêts, nous ne trouverons aucune décision faisant ici appel à la responsabilité contractuelle de l'institution. On sait toutefois que la jurisprudence (2) ne se préoccupe de différencier la responsabilité délictuelle de la responsabilité contractuelle que là où il y a un intérêt pratique à le faire. Si les deux actions

(1) Cf. *infra*, n^{os} 7, 8 et 9.

(2) H. et L. Mazeaud : *Traité théorique et pratique de la responsabilité civile*. Paris, Sirey, 3^e édit., 1939, tome I, n^o 147.

délictuelle et contractuelle conduisent au même résultat (et c'est encore généralement le cas, il faut le reconnaître, lorsqu'il s'agit de poursuivre une institution pour faute dans sa surveillance), elle applique aisément aux cas de responsabilité contractuelle les principes de la responsabilité délictuelle des articles 1382 et suivants du Code Civil.

Nous n'aurions donc aucunement besoin de nous aventurer dans des considérations purement théoriques s'il n'y avait désormais un intérêt capital, à la fois théorique et pratique, à déterminer avec précision, au moins dans certains cas particuliers, la nature contractuelle ou délictuelle de l'obligation de surveillance.

Pour mieux saisir l'importance de cet intérêt il convient de rappeler une différence essentielle qui sépare la responsabilité contractuelle de la responsabilité délictuelle. Cette différence tient à la preuve. En matière délictuelle, article 1382 du Code Civil, celui qui se prétend victime doit faire la preuve d'une faute commise par celui qui a causé le dommage. En matière contractuelle, article 1315 du Code Civil, celui qui se prétend libéré d'une obligation contractuelle doit justifier le fait qui a produit l'extinction de son obligation.

Comment donc peut-on faire appel à l'une ou l'autre des responsabilités si la charge de la preuve n'incombe pas à la même personne dans les deux cas ?

C'est ici qu'intervient une autre considération sur laquelle nous devons maintenant nous attarder en raison de son importance en notre matière. L'obligation de surveil-

lance ne porte pas toujours sur un fait précis, déterminé : je m'engage à construire un immeuble, à réparer un objet, obligations dont l'inexécution est facile à établir. Si je me prétends libéré je dois prouver, soit que j'ai construit l'immeuble, soit que j'ai réparé l'objet, soit encore que la force majeure m'a empêché d'accomplir mon obligation.

Qu'advient-il au contraire si au lieu de promettre un fait précis et déterminé je promets simplement mes efforts en vue d'une certaine fin, comme le médecin s'engage à soigner son malade et non à le rendre sain et sauf ? Au cas où cette fin ne serait pas atteinte, devrais-je apporter la preuve que j'ai bien fait tous les efforts promis ? Cela n'aurait rien d'illogique, et pourtant telle n'est pas la solution admise par la jurisprudence. Quand l'obligation contractuelle n'est pas déterminée, ou de résultat, mais de « moyens » (3), il appartient à celui qui se prétend lésé d'apporter la preuve d'une violation de son obligation par le débiteur, c'est-à-dire d'une faute commise par l'auteur du dommage.

Ainsi donc s'explique parfaitement le fait que la jurisprudence unanime ait jusqu'à présent relevé, et dans tous les cas, l'obligation délictuelle des institutions philanthropiques quand une faute de surveillance avait par elles été commise, puisqu'aussi bien l'obligation de ces institutions est presque toujours en pratique une obligation de moyens, (obligation expresse ou tacite à bien surveiller, et

(3) Demogne : *Traité des obligations en général*, t. 5, p. 538.

c'est tout), et que l'obligation de surveillance contractuelle de moyens a, pratiquement toujours aussi, le même contenu que l'obligation délictuelle de surveillance (4).

Mais il est temps d'arrêter ces développements et d'examiner la raison pour laquelle il convient de faire aujourd'hui une distinction jusqu'alors inutile.

Depuis quelques années nous assistons à un « forçage » (5), par la jurisprudence, du contenu des obligations assumées dans certains contrats comportant, au sens très large du mot « garde » de personnes. Ce forçage permet à la jurisprudence d'aggraver considérablement la responsabilité éventuelle du « gardien ».

Le moyen qu'elle emploie est d'ailleurs fort simple. Nous venons de voir que la responsabilité contractuelle de moyens ressemble étrangement à la responsabilité délictuelle, que dans les deux cas la charge de la preuve appartient à la victime. Il suffisait donc, pour mieux protéger celle-ci, de soumettre le gardien à une obligation déterminée plutôt qu'à une obligation de moyens.

C'est ce qui a été fait en particulier dans les cas de contrats de jeux forains ou de transports de personnes à titre onéreux. Avant l'évolution de cette jurisprudence, les joueurs ou les voyageurs devaient faire, en cas d'accident,

(4) Cf. *infra*, nos 14, 16 et 17.

(5) L. Jossierand : *Aperçu général des tendances actuelles de la théorie des contrats*, revue trimestrielle de droit civil, 1937, p. 1 sq.

la preuve d'une faute commise par le tenancier ou le transporteur. Ils seront désormais déchargés de toute obligation de preuve. Les tenanciers ou transporteurs ne pourront, conformément à l'article 1148 du Code Civil, se libérer qu'en apportant la preuve d'un cas fortuit ou de la force majeure; leur obligation n'étant plus seulement de faire tout leur possible pour éviter des accidents, mais une véritable « obligation de sécurité », obligation qu'ils n'ont pas voulue, d'ailleurs, de rendre le contractant sain et sauf.

Nous verrons plus loin (6) la répercussion que cette jurisprudence est susceptible d'avoir sur la responsabilité civile de nos institutions dans certains cas.

7. — *Distinction du contrat et de l'acte de complaisance.* — Il nous faut maintenant préciser deux questions. Tout d'abord une institution philanthropique peut-elle être véritablement engagée contractuellement à l'occasion d'une surveillance de mineurs pris en garde ? D'autre part, pour le cas où cela serait possible, quelles seraient alors les conditions d'existence d'une obligation contractuelle de surveillance ?

En droit rien ne s'oppose à ce qu'un contrat soit conclu. « Un contrat, dit l'article 1101 du Code Civil, est une convention par laquelle une ou plusieurs personnes s'obligent envers une ou plusieurs autres... à faire... quelque chose ». Pourquoi

(6) Cf. *Infra*, n° 18.

donc un lien contractuel ne se formerait-il pas entre une institution philanthropique et ceux qui ont la charge d'un mineur, relativement à la garde de celui-ci ?

Le fait que l'institution ne retire aucun avantage pécuniaire du service gratuit qu'elle rend n'entraîne pas, par lui-même, l'impossibilité de conclure un contrat. L'article 1105 du Code Civil reconnaît la validité du contrat de bienfaisance. « Le contrat de bienfaisance est celui dans lequel l'une des parties procure à l'autre un avantage purement gratuit » (7).

Mais, et c'est là que réside la difficulté, l'accord, pour être un contrat, ne doit-il pas réaliser certaines conditions ? Cela ne fait pas de doute. Il faut qu'un engagement soit pris à l'égard d'une personne et que, d'autre part, cette personne accepte, expressément ou tacitement, l'engagement pris en sa faveur. La conclusion d'un contrat n'exige par ailleurs aucune « forme » particulière; celui-ci peut être exprès ou tacite, résulter de signes et même de toutes attitudes qui indiquent la volonté d'une manière non équivoque.

De fait, confiant des enfants à une institution philanthropique, les parents obéissent le plus souvent à une préoccupation toute pratique, celle de se décharger du souci de

(7) Cf. cependant Tr. Civ. Lille, 24 mars 1904. G. Tr. 1904. 1. 2. 396. Un établissement religieux d'enseignement, lié aux parents des enfants par un contrat d'enseignement, recevait ces mêmes enfants dans son patronage gratuit le jeudi après-midi. Le Tribunal a jugé que, pendant les heures de patronage, l'établissement n'était lié par aucun contrat.

ces enfants. On ne parle d'aucun engagement. « Les contractants, qui ne sont pas souvent des juristes, veulent avant tout un but de fait » (8). On remet l'enfant et on s'en va. Pour savoir s'il y a ou non contrat, et spécialement obligation contractuelle de surveillance, il s'agit donc, dans la plupart des cas, de trancher une question de fait. Un accord a-t-il ou non été conclu, mettant à la charge d'une institution une obligation de surveillance ?

On pourrait croire que la question n'a pas à être discutée et qu'il serait inique d'imaginer une institution philanthropique qui puisse accepter de recevoir des mineurs sans prendre, par là même, entre autres engagements, celui de les surveiller. Cela est vrai. Aussi bien croyons-nous que, d'une façon très générale, l'existence d'un contrat ne peut faire de doute, d'un contrat qui, accordant à l'institution un pouvoir de direction sur la personne du mineur (9), comporte à la charge de cette institution une obligation contractuelle tacite de surveillance (10).

On ne saurait utilement prétendre qu'une obligation de surveillance n'a pas été assumée par le seul fait qu'aucun accord n'a été conclu tant sur elle que sur ce pouvoir de direction. Ce serait oublier que, l'existence d'un contrat admise, ce contrat, conformément à l'article 1135 du Code

(8) Demogue, *op. cit.*, tome I, p. 258.

(9) Sur le pouvoir de direction, voir *infra*, n° 24.

(10) *Contra* : Tr. Lille précité, 24 mars 1904. Perreau : *Courtoisie, complaisance et usages non obligatoires devant la jurisprudence*, revue trimestrielle de droit civil, 1914, p. 408 *sq.*

Civil, oblige « non seulement à ce qui y est exprimé, mais encore à toutes les suites que l'équité, l'usage ou la loi donnent à l'obligation d'après sa nature ».

Cette obligation de surveillance peut ne pas être toujours principale, comme dans le cas habituel des garderies d'enfants, elle peut être purement accessoire lorsque, par exemple, un établissement religieux reçoit des mineurs dans le but essentiel de développer leur piété religieuse; elle peut être enfin mixte quand le but de l'institution est à la fois le progrès moral et la santé physique des mineurs, but que l'on voit parfois être celui des colonies de vacances.

Mais il ne faut pas aller trop vite et prétendre qu'il y a toujours contrat dès qu'une institution reçoit un mineur qu'on lui confie.

Il peut arriver, en effet, qu'un accord conclu ne crée aucun lien contractuel. De grands jeunes gens, par exemple, ont reçu d'une institution l'autorisation de venir se recréer chaque soir dans un local qui leur est réservé. Cette institution a pu vouloir rendre service, mais, sans faute de sa part, ne pas assumer contractuellement une obligation de surveillance. « Les actes de simple complaisance, écrit très justement M. Perreau (11), ne donnent naissance à aucun droit, pas plus pour celui qui en profite que pour leur auteur lui-même et n'ouvrent aucune action en justice » (12).

(11) Article précité, p. 489.

(12) Précisons dès maintenant que si aucune faute contractuelle ne peut être relevée en raison de l'absence de contrat, la responsabilité délictuelle, par contre, demeure toujours (*infra*, n° 9 et 14).

8. — *Contrat relatif à la garde du mineur et puissance paternelle.* — Puisqu'un contrat peut en principe lier une institution philanthropique à celui qui lui confie la surveillance d'un enfant, qu'il peut entraîner une obligation de surveillance à la charge de cette institution, demandons-nous si toute personne peut conclure un tel contrat concernant tout enfant quel qu'il soit ? Evidemment non. Le droit de garde est un attribut de la puissance paternelle et en principe seul celui qui exerce cette puissance, le père en général, la mère à son défaut (13), peut décider de la garde et confier celle-ci à un tiers.

Mais il est une question plus délicate. Le tiers qui a reçu délégation de la puissance paternelle, quant au droit de garde tout au moins, peut-il, à son tour, déléguer cette garde ? Cette deuxième délégation est, il faut le reconnaître, très fréquente en pratique. Un parent lointain à qui l'enfant est remis pour quelque temps envoie celui-ci chaque jeudi à un patronage ; ou bien encore le place, de son propre mouvement, dans une colonie de vacances un mois d'été. Ce parent a-t-il qualité pour agir ainsi ? Oui, incontestablement, s'il a reçu un ordre à cet effet. Il exécute alors l'ordre reçu. De même en cas d'autorisation à lui accordée sur sa demande.

(13) Sur cette question de l'exercice de la puissance paternelle, voir Planiol : *Traité élémentaire de droit civil*, Paris, 11^e éd., 1937, t. I, n^o 1635 sq.

Malheureusement les choses ne se passent pas toujours ainsi. En fait le tiers à qui la garde du mineur est confiée prend souvent, de son propre chef, des décisions concernant celui-ci. Il s'agit dès lors de savoir si, faisant ainsi, il peut être ou non considéré comme exécutant la volonté de ceux qui lui ont confié régulièrement la garde.

En réalité, chaque fois qu'il y aura avantage à poursuivre une institution pour inexécution de quelque obligation contractuelle déterminée, celui qui exerce la puissance paternelle sur l'enfant ne manquera pas de soutenir, en cas d'absence d'accord exprès de sa part, qu'il avait consenti tacitement. Il sera ainsi dispensé d'apporter la preuve d'une faute commise par l'institution.

Dans tous les cas, il importe de le signaler dès maintenant, une institution convaincue d'avoir, même par simple acte de complaisance, reçu un mineur sans y avoir été régulièrement autorisée, pourra, sous certaines conditions, être poursuivie en réparation du préjudice moral causé de ce fait (14).

9. — *Garde de fait des mineurs par l'institution philanthropique.* — Il peut arriver qu'une institution philanthropique prenne en garde des mineurs sans y être aucunement autorisée. C'est là chose fréquente si l'on songe aux nombreux patronages des villes qui, le jeudi ou le dimanche,

(14) Cf. *infra*, n° 37.

reçoivent des enfants venus à eux spontanément ou amenés par des camarades. Une telle institution sera pourtant soumise à une véritable obligation de surveillance.

La responsabilité délictuelle, en effet, est d'ordre public. L'article 1382 du Code Civil décide que « tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer », et l'article 1383 ajoute que « chacun est responsable du dommage qu'il a causé non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou son imprudence ».

Ne commet-elle pas une faute l'institution philanthropique qui reçoit un mineur, enfant encore, et ne le surveille pas ? On ne saurait sérieusement le contester, du moins dans la plupart des cas. Se prévaloir de ce qu'elle offre un service gratuit pour l'exonérer de toute responsabilité serait encourager toutes les faiblesses et aller à l'encontre des principes les plus généraux de notre droit (15). La loi rend chacun responsable des conséquences de sa faute, de sa négligence et de son imprudence. A chacun de faire attention et de ne pas s'engager trop vite ou à la légère, même lorsqu'il s'agit de réaliser une intention louable.

Nous pouvons prétendre à juste titre qu'une obligation de surveillance est presque toujours mise à la charge des institutions philanthropiques par le fait même qu'elles prennent en garde des mineurs, et nous pouvons ajouter qu'une

(15) *Cf. infra*, n° 36.

telle obligation n'est qu'un aspect particulier de l'obligation très générale de ne causer à autrui aucun dommage par sa faute.

Une obligation de surveillance, délictuelle, peut ainsi exister à la charge des institutions philanthropiques non seulement dans le cas où aucun accord n'est intervenu avec qui que ce soit relativement à la garde des mineurs, mais encore, dans l'éventualité d'un contrat de garde nul, à la charge d'une institution qui a reçu un mineur de qui n'avait pas qualité pour le confier.

10. — *Prise en garde des mineurs et absence d'obligation de surveillance* : A) *Intermédiaires*. — L'obligation de surveillance est donc soit contractuelle, soit délictuelle. Mais si, comme nous venons de le voir, l'obligation délictuelle de surveillance n'est autre qu'appliquée à certaines situations particulières l'obligation générale de ne causer à autrui aucun dommage par sa faute, il convient encore d'examiner, en cas de dommage survenu, si une faute de surveillance a vraiment été commise, par là même d'étudier l'étendue de l'obligation de surveillance assumée par l'institution.

Avant d'aborder au fond cette étude de l'étendue de l'obligation de surveillance (16), examinons plus avant dans quelle mesure, ne surveillant pas les mineurs pris en charge par elle, une institution philanthropique peut ne pas commettre une faute de surveillance.

(16) Cf. *infra*, chapitre 2.

L'examen des conditions d'existence de l'obligation de surveillance nous amène à constater qu'une institution peut quelquefois n'être soumise à aucune obligation de surveillance bien qu'ayant pris en garde des mineurs.

Voici le cas des institutions dont le but est de placer des enfants chez des paysans à la campagne. Ces institutions agissent comme intermédiaires, leur rôle est bien déterminé. L'obligation de surveillance, qui pèse sur elles lorsqu'elles se chargent de conduire les enfants jusqu'à leur nouvelle résidence campagnarde, doit cesser au moment de la remise de ces enfants aux mains de ceux qui vont les recevoir chez eux (17).

Mais encore pour que de pareilles institutions puissent être considérées comme intermédiaires, et à ce titre exonérées de l'obligation de surveillance, il est prudent que leur qualité d'intermédiaires soit reconnue sans confusion possible par ceux qui confient les enfants. On ne saurait trop insister sur la nécessité, pour les institutions philanthropiques, de préciser le rôle qu'elles entendent s'attribuer, sous peine de se voir un jour poursuivies comme civilement responsables du défaut de surveillance commis par ceux à qui la garde des enfants a été remise (18).

(17) Il serait erroné d'ailleurs de croire que leur responsabilité est, par le seul fait de cette remise, totalement couverte. Il ne faut pas oublier que, en vertu de l'article 1382 du Code civil, la responsabilité civile des institutions pourrait encore être mise en jeu, au cas par exemple où elles auraient fait un mauvais choix de parents nourriciers.

(18) Cf. encore sur la question des Institutions intermédiaires, *infra*, n° 29.

Ajoutons que ne sauraient être en aucune façon considérées comme intermédiaires les institutions qui, de leur propre mouvement, délèguent à un tiers une garde de mineurs qui leur a été spécialement confiée.

11. — B) *Exercice des jeux sportifs*. — La jurisprudence a depuis longtemps considéré comme n'étant soumises à aucune obligation de surveillance les institutions dont les membres s'exercent à des jeux sportifs, et pendant la durée de ces jeux. Il en est ainsi, que le but de ces institutions soit uniquement la pratique des sports ou d'un sport en particulier, ou que l'exercice de ces mêmes sports apparaisse comme tout à fait occasionnel.

Le tribunal de paix de Bordeaux a formulé le principe de cette absence d'obligation de surveillance dans les termes suivants : « Les dirigeants de la société n'ont d'autre mission à remplir que celle d'assurer aux joueurs la liberté de la pelouse réservée au jeu en empêchant le public d'y pénétrer, mais ils n'ont le droit, sous aucun prétexte, d'intervenir dans le jeu au cours de la partie » (19).

Il est bien évident qu'à ce principe doivent être apportées quelques restrictions. Et tout d'abord il semble bien qu'on ne puisse exonérer complètement de leur obligation

(19) Tr. paix Bordeaux, 23 nov. 1909, cité D. P. 1931-2-45, note J. Loup. Sur la question de la responsabilité des joueurs et de l'application en cette matière de la théorie du risque accepté, voir Lalou, note sous D. P. 1927-2-25, et Josserand : *La personne humaine dans le commerce juridique*, D. H. chr. 1932-1.

de surveillance que les institutions ayant affaire soit à des joueurs professionnels, soit à des joueurs connaissant suffisamment la technique et la pratique du jeu.

Il s'en suit, croyons-nous, que seraient tenues à une obligation de surveillance, même au cours du jeu, les institutions qui ont sous leur garde des mineurs novices dans le sport exercé.

De même il nous apparaît comme certain qu'une obligation de surveillance demeure à la charge des institutions, au cours du jeu, si les joueurs sont des enfants jeunes, quand bien même leur connaissance du jeu serait parfaite, et l'on sait que certains enfants ont une habileté que leurs aînés ne possèdent pas toujours. L'excitation du jeu et l'insouciance de l'âge font en effet que, souvent, un jeu bien commencé finit mal, d'où l'utilité d'un élément modérateur en la personne d'un surveillant.

Il est enfin à peine nécessaire d'ajouter que l'obligation de surveillance des institutions philanthropiques entraîne pour elles l'obligation de n'autoriser l'exercice des jeux sportifs, et même de tous les jeux quels qu'ils soient, qu'après s'être assurées que ces jeux ne sont pas dangereux pour les mineurs dont elles ont la garde. Une association de football a pu être condamnée pour avoir laissé jouer un enfant de treize ans avec une équipe militaire. L'arrêt décide qu'« en admettant l'enfant comme pupille, l'association a contracté à l'égard des parents du mineur certains engage-

ments, notamment celui de ne pas faire participer cet enfant à des sports où l'inégalité est trop grande » (20).

12. — C) *Education morale et principe de confiance.*
— Le développement des méthodes nouvelles d'éducation basées sur la confiance faite au mineur ne manquera pas de soulever des difficultés juridiques quant à l'appréciation de l'existence ou non d'une obligation de surveillance dans certains cas.

Nous ne pouvons ici aborder l'étude d'un problème plus psychologique et moral que juridique. Est-il possible et judicieux de faire confiance totale à un mineur conscient de la portée de ses actes ? Peut-on par là même être exonéré d'une obligation de surveillance ?

La jurisprudence, à notre connaissance, ne s'est encore prononcée qu'une fois sur la question. Au retour d'une longue marche fatigante le chef de troupe d'un groupement scout avait installé son camp au bord d'une rivière (21). Un enfant était parti se baigner et s'était noyé. Le tribunal de la Seine, saisi de l'affaire, avait, en déclarant l'accident entièrement imputable à la faute du chef, décidé « qu'un chef doit être ferme dans ses ordres et en surveiller l'exécution, quelle que soit ou puisse être sa confiance en ceux à qui il les a donnés ».

(20) Rouen, 18 oct. 1911, D. P. 1912-5-13.

(21) Paris, 26 nov. 1932, G. P. 1933-1-335.

C'était bien condamner le principe de confiance.

La cour, sur appel, condamna le chef de troupe, laissant une part de responsabilité à l'enfant. Nous ne voyons dans cet arrêt aucune allusion au principe de confiance. Il apparaît que les magistrats du second degré n'ont pas voulu, à l'occasion d'un cas particulier, statuer sur une question de principe. Ils se sont bornés, ce qu'avaient fait déjà les premiers juges, à relever des négligences et fautes lourdes du chef de troupe, négligences et fautes qui justifiaient une condamnation.

Nous en concluons que la question reste entière et nous croyons, pour notre part, que le principe de confiance peut être utile et bon (22). Le mouvement scout, puisqu'il est question de lui, obtient d'excellents résultats par cette méthode d'éducation et il serait trop malheureux de renoncer, par crainte de sanctions injustifiées, à un moyen pédagogique qui a fait ses preuves.

(22) « Pour faire partie de ce groupement (scout), dit l'auteur de la note sous l'arrêt précité, et recevoir une préparation tant morale que physique, il faut préalablement signer ou prendre certains engagements, notamment de discipline, d'ordre, d'obéissance, d'entraide ; ces dits engagements acceptés par l'enfant, le sont aussi tacitement par les parents. Les parents font alors confiance à l'enfant dont ils conservent la garde juridique. Le chef de troupe, de son côté, doit faire confiance et ne pas supposer, *a priori*, que son ordre sera enfreint ».

CHAPITRE II

ETENDUE DE L'OBLIGATION DE SURVEILLANCE ET FAUTE DANS LA SURVEILLANCE (1)

13. Position de la question. — *Section I* : Détermination du contenu de l'obligation de surveillance. — 14. Limitation du droit de définir par convention l'étendue de l'obligation de surveillance. — 15. Influence du caractère philanthropique de l'institution sur le contenu de l'obligation de surveillance. — 16. Absence de différence entre le contenu d'une obligation de surveillance délictuelle et le contenu d'une obligation de surveillance contractuelle dans la presque généralité des cas. — 17. Faute dans la surveillance et erreur de conduite. — 18. Obligation de surveillance et obligation de sécurité. — 19. Obligation de surveillance et responsabilité du fait des choses. — *Section II* : Jurisprudence et surveillance effective de la personne des mineurs. — 20. Application du principe de moindre sévérité. — 21. Principe de moindre sévérité et sévérité relative de la jurisprudence. — 22. Caractère variable de la surveillance à exercer sur les mineurs pris en garde. — 23. Précautions matérielles. — *Section III* : Valeur des prescriptions et règlements non accompagnés de surveillance effective. — 24. Obligation de surveillance et pouvoir corrélatif de direction. — 25. Jurisprudence et obligation, en général, de veiller à l'exécution des ordres et à l'application des règlements. — *Section IV* : Obligation de surveillance et force majeure. — 26. Examen de la jurisprudence.

(1) Voir n° 39, note 18.

13. — *Position de la question.* — Nous avons étudié les conditions d'existence de l'obligation de surveillance. Cette obligation peut avoir une source soit contractuelle, soit extracontractuelle. Il convient maintenant de savoir quelle est l'étendue de cette obligation, connaître à quoi sont tenues les institutions philanthropiques quant à la garde des mineurs.

Nous examinerons la question sous son aspect doctrinal avant d'aborder l'étude des solutions jurisprudentielles.

SECTION I

Détermination du contenu de l'obligation de surveillance

14. — *Limitation du droit de définir par convention l'étendue de l'obligation de surveillance.* — La convention fait la loi des parties, tel est le principe posé par l'article 1134 du Code Civil. Il en résulte la possibilité, pour une institution philanthropique, de fixer l'étendue de ses obligations, et en particulier de son obligation de surveillance, au moment où elle s'engage à surveiller des mineurs et d'accord avec ceux qui lui confient des enfants.

En fait, lorsqu'un accord intervient avec une Institution philanthropique relativement à la garde d'un mineur, on peut dire d'une façon très générale que rien n'est précisé quant à l'étendue de l'obligation de surveillance.

Tout au plus peut-on considérer que, dans certaines circonstances, l'institution s'engage, à l'égard de ceux qui lui amènent un enfant, à se conformer à des indications données touchant la surveillance à exercer sur ce mineur en particulier : interdiction de le laisser jouer à certains jeux ; nécessité de le surveiller très étroitement en raison de sa nervosité excessive ou de ses mauvais penchants ; toutes charges qui en réalité augmentent les obligations normales de l'institution.

La liste pourrait être longue des conditions spéciales imposées parfois aux institutions et acceptées par elles. Point n'est besoin de la compléter. Disons simplement que l'acceptation par une institution de se conformer aux indications qui lui sont données la soumet à une obligation dont le contenu est clairement défini, tout au moins lorsqu'il s'agit d'une obligation déterminée ou de résultat (2).

Dans leurs statuts, règlements ou circulaires, il arrive, il est vrai, que certaines institutions fassent connaître la façon dont les mineurs placés sous leur garde seront surveillés. Il ne s'agit, en général, que de formules vagues destinées à donner tous apaisements sur les soins dont seront entourés les mineurs confiés, mineurs sur lesquels, en réalité, s'exercera une surveillance normale.

Quoiqu'il en soit, et si même on ne s'accorde en fait que très rarement sur le contenu de l'obligation de surveillance,

(2) Cf. *supra*, n° 6.

nous devons aborder la question de plus près et nous demander dans quelle mesure le principe formulé par l'article 1134 du Code Civil est absolu.

On sait qu'en vertu de l'article 6 du même code, « on ne peut déroger, par des conventions particulières, aux lois qui intéressent l'ordre public » (3).

Nous avons vu que celui qui, par pure complaisance, offre ses services, n'en demeure pas moins responsable des conséquences de sa faute délictuelle (4); qu'une obligation délictuelle de surveillance peut incomber à celui qui « garde » des mineurs sans y être régulièrement autorisé (5); nous avons alors indiqué que chacun demeure, en toute circonstance, responsable de sa faute délictuelle, faute de laquelle il ne peut en aucune façon s'exonérer (6).

Nous pouvons ajouter maintenant que l'obligation de surveillance, même contractuelle, se voit imposer par la loi un contenu minimum, contenu dont il nous appartiendra bientôt de rechercher la substance. Du caractère d'ordre public de la responsabilité délictuelle il résulte en effet qu'une institution est dans l'impossibilité de diminuer, par con-

(3) L'article 1131 du C. civ. précise que « l'obligation... sur une cause illicite, ne peut avoir aucun effet ». L'article 1133, de son côté, décide que « la cause est illicite... quand elle est contraire à l'ordre public ».

(4) Cf. *supra*, n^{os} 7 et 9.

(5) Cf. *supra*, n^o 9.

(6) Sur la question du caractère d'ordre public de la responsabilité délictuelle, cf. H. et L. Mazeaud, *op. cit.*, t. I, n^o 2567 sg.

vention, l'étendue de son obligation « légale » de surveillance, mais peut aggraver celle-ci, en se soumettant, en particulier, à des obligations déterminées plus nombreuses; en spécifiant, par exemple, qu'elle s'engage non pas simplement à bien surveiller les enfants, mais à accomplir certains actes nettement précisés et définis.

15. — *Influence du caractère philanthropique de l'Institution sur le contenu de l'obligation de surveillance.* — La faute, dit M. Planiol (7), est la violation d'une obligation préexistante. Quelle est donc, lorsqu'il s'agit d'une institution philanthropique, l'étendue de son obligation légale de surveillance, délictuelle ou contractuelle, en l'absence de toute détermination expresse, précise et valable ?

Si nous nous reportons aux textes du Code Civil nous verrons que, conformément à la tradition romaine, il est prescrit aux juges d'apprécier la diligence d'un débiteur offrant un service gratuit moins sévèrement que s'il s'agissait d'un service onéreux. Ainsi l'article 1992, parlant des obligations du mandataire, décide que « la responsabilité relative aux fautes est appliquée moins rigoureusement à celui dont le mandat est gratuit qu'à celui qui reçoit un salaire » (8).

(7) *Traité élémentaire, op. cit.*, t. II, n°. 863.

(8) Voir encore l'article 1547 sur la garantie de la dot (*a contrario*), l'article 1927 sur le dépôt, etc.

En réalité, une confusion s'installe fréquemment dans les esprits, et qu'il faut dissiper. Dire que la responsabilité est appréciée moins sévèrement, n'est-ce pas plutôt reconnaître que l'obligation a une étendue limitée ? Il semble bien que oui.

L'obligation de celui qui rend un service gratuit ne peut être aussi stricte que dans le cas de service rendu à titre onéreux, tout au moins lorsque l'obligation assumée n'est pas déterminée ou « de résultat ». Si l'Institution s'engage à accomplir un acte précis l'inexécution de cet acte engage sa responsabilité, alors même que le service rendu serait purement gratuit, à moins cependant qu'il n'y ait cas fortuit ou force majeure.

Mais, et voici l'intérêt pour nous de faire appel au principe énoncé plus haut, l'obligation de surveillance est dans la presque totalité des cas une obligation de moyens. L'institution est tenue de surveiller des mineurs; ses efforts dans ce but sont exigés sans que les actes qui constitueront la surveillance soient déterminés d'avance. Cette surveillance n'est-elle pas dès lors susceptible de degrés ? Quelle sera l'étendue de l'obligation de surveillance d'une institution philanthropique, s'il convient de limiter cette obligation en vertu du principe de moindre sévérité ?

16. — *Absence de différence entre le contenu d'une obligation de surveillance délictuelle et le contenu d'une obligation de surveillance contractuelle dans la presque gé-*

néralité des cas. — Laisant de côté les rares situations où l'étendue de l'obligation de surveillance est « utilement » précisée par avance, par accord entre les parties, et sauf le cas très spécial où une obligation de sécurité peut être mise à la charge d'une institution (9), une question préliminaire se pose. Y aura-t-il une différence de degré entre le contenu d'une obligation de surveillance délictuelle et le contenu d'une obligation de surveillance contractuelle ?

Nous pouvons dès maintenant répondre que non. Rappelons, en effet, que l'obligation contractuelle de surveillance apparaît très généralement comme une obligation de moyens (10) ; qu'en fait rien n'est spécifié quant à son contenu ; que dès lors on ne saurait voir en elle autre chose qu'un aspect de l'obligation de ne causer à autrui aucun dommage par sa faute, obligation qui est également la substance de l'obligation délictuelle de surveillance (11).

Le fait, par une institution, de s'engager à « surveiller » des mineurs, sans mieux spécifier, ne soumet pas en réalité celle-ci à une obligation nouvelle, puisque, nous le savons, chacun est responsable du dommage causé à autrui par sa faute, et que recevoir des mineurs en garde sans s'astreindre à les surveiller, c'est déjà commettre une faute (12).

(9) *Cf. infra*, n° 18.

(10) *Cf. supra*, n° 6.

(11) *Cf. supra*, n° 9.

(12) *Cf. supra*, n° 9.

Nous sommes donc justifiés à prétendre qu'une obligation de surveillance contractuelle, et contractuelle de moyens, a le même contenu qu'une obligation délictuelle de surveillance, au moins lorsque l'institution n'a pas volontairement assumé une charge plus lourde.

Reste à connaître ce contenu.

17. — *Faute dans la surveillance et erreur de conduite.*
— Il est temps maintenant de préciser le contenu de l'obligation de surveillance, obligation dont la violation constitue une faute dans la surveillance. Ce que nous en dirons vaudra, qu'il s'agisse d'une obligation de surveillance délictuelle ou d'une obligation de surveillance contractuelle de moyens, quand celle-ci n'est pas, répétons-le, aggravée volontairement par l'institution (13).

Nous avons indiqué dans un numéro précédent (14) que l'obligation de celui qui offre un service gratuit est en général moins stricte que dans le cas où le service rendu l'est à titre onéreux. Cependant les arrêts sont souvent imprécis sur ce point; tel celui de la cour de Riom qui décide « que pour engager la responsabilité de son auteur le fait dommageable doit résulter d'une faute; que si, pour la constituer, il suffit qu'il y ait eu, en relation avec le fait dommageable, la moindre négligence, la plus minime imprudence, cette négligence ou cette imprudence doivent être

(13) *Cf. supra*, n° 14.

(14) *Cf. supra*, n° 15.

appréciées en tenant compte soit des habitudes sociales, des progrès des mœurs, soit des circonstances dans lesquelles se trouvait l'auteur de l'acte incriminé au moment où il l'accomplissait » (15).

Cet arrêt nous intéresse spécialement parce qu'il relève avec force ce fait que, pour établir la faute et en conséquence le contenu de l'obligation, il faut s'inspirer de considérations de fait.

La première considération de fait, en notre matière, n'est-elle pas le caractère philanthropique de l'institution ? Ce caractère ne doit-il pas entraîner une limitation de l'étendue de l'obligation de surveillance ? Oui, certes.

Ainsi donc l'application du principe de moindre sévérité n'est, en réalité, que l'application du droit commun de la responsabilité (16).

« La faute délictuelle, écrivent MM. Mazeaud (17) (et nous pouvons ajouter, la faute contractuelle de moyens), est une erreur de conduite telle qu'elle n'aurait pas été commise par une personne avisée, placée dans les mêmes circonstances externes que l'auteur du dommage ». Pour apprécier cette faute « le juge doit donc tenir compte de toutes les circonstances qui ne sont pas personnelles au demandeur et de celles-là seulement » (17).

(15) Riom, 30 nov. 1931, G. P. 1932-1-141.

(16) Cf. *infra*, n° 36.

(17) H. et L. Mazeaud, *op. cit.*, t. I, n° 439.

Nous y voici. L'erreur de conduite sera un critère qui nous permettra d'établir la faute et avec elle l'étendue de l'obligation.

Mais comment la reconnaître cette erreur de conduite ? Tout simplement en ceci que celui qui a commis une faute ne s'est pas conduit comme il aurait dû se conduire (18). « En définitive, écrit M. Planiol en des termes analogues à ceux de l'arrêt précité de la cour de Riom, la faute s'apprécie dans une assez large mesure d'après les circonstances et la qualité respective des parties; elle s'apprécie également d'après les usages déterminés eux-mêmes par des considérations économiques et sociales » (19).

(18) Colin et Capitant : *Cours élémentaire de droit civil français*. Paris, Dalloz, 7^e éd., 1931, tome II, n° 190.

(19) Planiol et Ripert : *Traité pratique de droit civil français*. Paris, Libr. gén. de droit et de jur., 1930, t. 6, n° 519.

Il peut arriver qu'une institution soit, de par l'application d'une disposition législative particulière, astreinte à se conformer à certaines prescriptions relatives à la surveillance qu'elle doit exercer sur les mineurs (qu'il s'agisse de prescriptions spéciales à elle imposées, ou d'une obligation qui lui est faite de respecter ses engagements pris envers l'Administration). La non-observation de ces prescriptions et le non-respect de ces engagements par l'institution permettront à ceux mêmes qui n'ont pas eu connaissance de ces prescriptions et engagements au moment où ils ont confié des mineurs (prescriptions et engagements qui sont un fait à leur égard, et dont ils peuvent justement se prévaloir) de déterminer plus facilement la faute de ladite institution. (Pour le cas où l'obligation d'une institution est une obligation de sécurité, voir nos 6 et 18). Sur la réglementation des institutions philanthropiques, voir en particulier *Paris charitable, bienfaisant et social*, Office central des œuvres de bienfaisance, 175, boulevard Saint-Germain, 1939.

Une jurisprudence abondante nous montrera comment une institution philanthropique peut commettre une erreur de conduite dans sa surveillance de mineurs pris en garde (20).

18. — *Obligation de surveillance et obligation de sécurité.* — Nous avons, en son temps (21), insisté sur l'évolution récente d'une jurisprudence mettant à la charge de certains contractants une obligation de sécurité.

En fait, aucun arrêt n'a encore, à notre connaissance, imposé une obligation de sécurité à ceux qui bénévolement prennent en charge des mineurs. Il est vrai que la jurisprudence en question n'a visé, jusqu'à présent, que certaines situations déterminées : transport de personnes à titre onéreux, exercice de jeux forains (22), pratique des sports (23).

Pouvons-nous croire que cette jurisprudence s'étendra aux institutions philanthropiques à l'égard des mineurs placés sous leur garde, tout au moins lorsque ceux-ci pratiqueront des jeux forains ou des sports ? Nous ne le pensons pas.

(20) Cf. *infra*, n^{os} 20 à 23.

(21) Cf. *supra*, n^o 6.

(22) Cf. Lalou : *Contrats comportant pour l'une des parties l'obligation de rendre le co-contractant sain et sauf*. D. H., chr. 1931-37.

(23) En ce sens, Colmar, 24 avr. 1937, G. P. 1937-2-215 ; *contra*, Paris, 10 déc. 1936, D. H. 1937-73.

En effet, dans les espèces où les tribunaux ont reconnu l'existence d'une obligation de sécurité, il s'est toujours agi de l'application de contrats à titre onéreux. La jurisprudence qui, de vive force, ne l'oublions pas, a inclus dans le cadre contractuel une obligation non prévue en général par les parties, a voulu protéger le co-contractant à titre onéreux et non celui qui bénéficie d'un service gratuit, faisant ainsi application d'un principe déjà énoncé (24).

Nous pouvons toutefois nous demander s'il n'est pas possible, dans certains cas particuliers, de relever à l'encontre d'une institution philanthropique une obligation de sécurité, par seule interprétation de la volonté des parties. Il ne s'agirait plus alors d'une aggravation prétorienne des charges mais de la reconnaissance d'une obligation assumée.

La jurisprudence qui, jusqu'à présent, et sous réserve d'accords précis donnant à l'obligation de surveillance une autre qualité (25), a considéré celle-ci comme une obligation de moyens, ne s'est pas encore engagée dans cette voie. N'y aurait-il pas intérêt cependant à mieux examiner la substance de certaines conventions tacites puisque la possibilité d'une dette de sécurité est désormais admise ?

(24) Cf. *supra*, n° 15.

A noter qu'à la différence de ce qui se passe à l'occasion de la détermination de l'étendue de l'obligation de surveillance (*supra*, n° 17), il y a ici véritable application d'un principe de moindre sévérité.

(25) Cf. *supra*, n°s 6 et 14.

Considérons les engagements pris tacitement par des pouponnières ou des garderies d'enfants en bas âge. Ce sont pratiquement les seules institutions philanthropiques ayant la garde de mineurs pour lesquelles la question d'une dette de sécurité puisse être utilement posée. En fait ces institutions sont moins des éducatrices que des « dépositaires » (26), et comme telles, semble-t-il, tenues de rendre les enfants confiés sains et saufs.

Est-ce dépasser l'intention des parties que d'établir alors une obligation de sécurité à leur charge ? Non certes. La jurisprudence, croyons-nous, confirmera cette opinion, d'autant plus que la présomption de responsabilité des instituteurs, appliquée fréquemment à nos institutions et protégeant à elle seule suffisamment la victime, ne joue plus depuis la loi du 5 avril 1937 (27).

Remarquons que le triomphe de cette jurisprudence ne serait pas sans entraîner une situation paradoxale. L'institution, liée volontairement par contrat, et soumise en conséquence à une obligation de sécurité, serait plus sévèrement traitée qu'une institution n'ayant pas été régulièrement autorisée à recevoir l'enfant pris en garde (28).

(26) En ce sens, Cavarroc. Conclusions sous Riom, 18 juil. 1928, G. P. 1928-2-784. Voir également Caen, 28 janvier 1926 ; D. P. 1927-2-123, G. P. 1926-1-415.

(27) Cf. *infra*, n° 39, note 18.

(28) Cf. *supra*, n° 6.

L'application du droit commun conduit en effet à cette iniquité, mais iniquité en réalité peu grave puisque nous verrons que l'institution peut se prémunir utilement contre elle (29).

19. — *Obligation de surveillance et responsabilité du fait des choses.* — On sait qu'en vertu de l'article 1384, al. premier, chacun est responsable non seulement du dommage qu'il cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont il doit répondre (30), ou des choses qu'il a sous sa garde (31).

Dans ce dernier cas (32), le gardien d'une chose qui a occasionné un dommage ne peut, en droit commun, se dégager de sa responsabilité que par la preuve apportée par lui de la force majeure, preuve, on le conçoit, difficile à faire.

Il est vrai que l'obligation de celui qui rend un service gratuit étant moins stricte que dans le cas d'un service rendu à titre onéreux, on exigera ici de l'institution, pour

(29) *Cf. infra*, n° 38.

(30) Sur cette responsabilité voir chap. 3.

(31) Sur la responsabilité du fait des choses, voir Mazeaud, *op. cit.*, t. II, n° 1008 *sq.*

(32) Rappelons, pour que cette responsabilité puisse être mise en jeu, la nécessité d'une intervention active de la chose, même actionnée par la main de l'homme (*cf. Mazeaud, op. cit.*, t. II, n° 1211). Paris, 18 mars 1936, D. H. 1936, 304 ; Paris, 4 juil. 1936, D. H. 1936, 432.

qu'elle soit libérée, non pas la preuve de la force majeure, mais simplement qu'elle n'a pas commis de faute, que sa conduite a été diligente (33).

Quoiqu'il en soit, les représentants d'un enfant blessé par un objet dont une de nos institutions est gardienne auront tout intérêt à poursuivre cette institution comme responsable du fait de la chose, puisqu'ils seront dispensés de prouver la faute de cette même institution (34).

Mais quand pourra-t-on dire que l'institution, dont la responsabilité est mise en jeu, était gardienne de l'objet qui

(33) Sur cette question, voir Planiol et Ripert, *op. cit.*, tome VI, n° 386, et la très intéressante note de M. Esmein sous Cass. civ., 15 juin 1926, S. 1926-1-249; notamment ce que l'on y trouve rapporté relativement au contrat de dépôt. Cf. également n° 18, note 24.

(34) Encore faudra-t-il que le dommage causé ne résulte pas directement de l'inexécution d'un contrat. La responsabilité du fait des choses de l'article 1384, al. 1, ne s'applique exclusivement, en effet, qu'aux situations délictuelles. Il faut bien préciser toutefois que l'application de cet article n'est pas exclue toutes les fois qu'un contrat a été passé entre le gardien d'une chose et la victime ou ses représentants, il faut encore que le dommage causé résulte directement de l'inexécution de ce contrat. Cela n'arrivera pratiquement que dans le cas d'une institution ayant contracté une véritable obligation de sécurité. Dans tous les autres cas il sera possible de faire appel à la responsabilité telle que nous venons de la voir établie par l'article 1384, al. 1.

Il importe également de remarquer que la Cour de Cassation (Cass. rej. 27 mars 1928, D. P. 1928-1-145, S. 1928-1-353) refuse d'accorder le bénéfice de cet article 1384, al. 1 à celui qui a participé à titre gracieux à l'usage de la chose, solution maintes fois confirmée.

a entraîné la réalisation du dommage ? Lorsque, pensons-nous, cette institution avait sur la chose, et au moment de l'accident, « un pouvoir de commandement et de direction », quand même elle n'aurait pas usé de ce pouvoir (35). C'est là une question de fait qu'il est souvent difficile de trancher.

Si la plupart des jeux mis à la disposition des enfants par une institution philanthropique sont presque toujours sous la garde de celle-ci, cependant la considération de l'âge des mineurs a son importance. C'est ainsi, par exemple, qu'un ballon pourra ne pas être considéré comme étant sous la garde d'une institution dont les joueurs, jeunes gens expérimentés, sont membres (36), alors qu'au contraire la même institution demeurera gardienne d'une balle laissée entre les mains de quelques enfants en bas âge.

SECTION II

Jurisprudence et surveillance effective de la personne des mineurs

20. — *Application du principe de moindre sévérité.* — Conformément au principe énoncé plus haut (37), les tri-

(35) Mazeaud, *op. cit.*, t. II, n° 1160.

(36) Riou, 30 nov. 1931, précité.

(37) *Cf. supra*, n° 15.

bunaux considèrent leur qualité pour atténuer la responsabilité des institutions philanthropiques, dans le cas de surveillance insuffisante des mineurs placés sous leur garde.

Pour atténuer, non pour supprimer; en effet, c'est un point sur lequel un accord unanime est fait, « les actions les plus dignes de louange et d'admiration ne doivent pas échapper à l'application du droit commun; ...les charges et les dangers d'une profession ou d'une entreprise de dévouement l'ennoblissent et en accentuent les mérites; ...on ne saurait écarter le poids... de leurs devoirs assumés sans rabaisser du même coup les titres à l'estime publique des œuvres...; il est d'un intérêt social évident de laisser aux chefs (des institutions philanthropiques) l'intégralité de leur responsabilité civile, car les meilleures et les plus nobles intentions du monde ne peuvent constituer au regard des tiers une garantie suffisante contre les conséquences du relâchement de la surveillance, de l'incapacité ou de l'incurie » (38).

Voilà qui est net, et nous ne pouvons qu'approuver les termes de cet arrêt. Cependant si la responsabilité des institutions philanthropiques doit demeurer entière, nous savons que l'application du principe de moindre sévérité, lequel est en réalité la reconnaissance de l'étendue limitée des obligations assumées (39), va nous conduire à apporter

(38) Cass. crim., 27 juin 1902, D. P. 1908-1-540. Cf. également tr. civ. de Lille, 24 mars 1904, précité.

(39) Cf. *supra*, n° 17.

certaines précisions sur le contenu de l'obligation de surveillance de nos institutions.

Le tribunal de Besançon a jugé (40) que « la responsabilité des œuvres de bienfaisance, en raison de leur caractère particulier et louable, ne doit point être envisagée d'une façon aussi étroite que celle qui découle des cas généraux du droit commun; que l'on ne saurait, en effet, sans créer un regrettable écueil au but pleinement humanitaire qu'elles se proposent, exiger d'elles cette surveillance de tous les instants à laquelle la loi assujettit l'instituteur ».

Faisant à son tour une distinction très nette suivant que le service rendu l'est à titre gratuit ou à titre onéreux, la cour de Lyon a pu justement décider (41) « que les parents qui confient leurs enfants... à une institution philanthropique... ne sauraient avoir vis-à-vis d'elle les mêmes exigences qu'ils auraient vis-à-vis de mandataires salariés ».

Cette jurisprudence, plusieurs fois confirmée (42), fait donc application exacte du principe de moindre sévérité, de moindre étendue des obligations assumées (43).

(40) Tr. Besançon, 17 mai 1927, G. P. 1927-2-370.

(41) Lyon, 2 févr. 1922, note G. P. 1923-2-689.

(42) Tr. Seine, 13 nov. 1909, G. tr. 1910-1-2-327 ; Paris, 28 avr. 1913, D. P. 1913-2-278 ; G. P. 1913-2-8 ; S. 1918-19, 2-9.

(43) Précisons encore qu'au cas où le caractère gratuit d'une institution serait douteux, en raison, par exemple, de l'entretien financier de cette institution par les pouvoirs publics (voir également *supra*, n° 3), les tribunaux relèveraient sans doute une obligation de surveillance plus stricte.

21. — *Principe de moindre sévérité et sévérité relative de la jurisprudence.* — Une institution philanthropique qui prend en garde des mineurs assume par cela même une obligation de surveillance. Voilà, sauf de rares exceptions (44), le principe (45).

Mais quelle est, d'après la jurisprudence, l'étendue de cette obligation de surveillance ? Le tribunal civil de Lille, dans une espèce intéressante, a décidé (46) que « des personnes qui se donnent la mission, en fondant un patronage, de soustraire les enfants ou jeunes gens aux contagions de la rue, n'en sont pas moins tenues... de veiller sur eux conformément au but qu'elles poursuivent, et aussi longtemps que ces enfants sont sous leur dépendance ; qu'elles commettent une faute en ne prenant aucune précaution pour empêcher que ces enfants ne se livrent aux mêmes errements auxquels elles ont voulu les soustraire ».

Nos institutions philanthropiques doivent veiller sur les enfants qu'on leur confie « conformément au but qu'elles poursuivent ». Point capital, et dont il faut nous souvenir, si nous voulons comprendre comment, déclarant apprécier moins sévèrement l'obligation des institutions philanthropiques, les juges condamnent en fait celles-ci facilement.

Recevoir des mineurs en garde et laisser agir ceux-ci comme ils le feraient dans la rue, loin de toute surveillance,

(44) *Cf. supra*, n° 7.

(45) *Cf. supra*, n° 9.

(46) *Tr. Lille*, 24 mars 1904, précité.

n'est-ce pas, pour une institution philanthropique, commettre une faute ? Oui, c'est ce qu'a pensé le tribunal de Lille, et nous l'approuvons (47).

Ainsi donc ce serait une erreur de croire qu'en raison de son caractère philanthropique une institution peut être dispensée d'exercer une surveillance sérieuse sur les mineurs qu'elle garde. Le but poursuivi par elle l'obligera souvent à surveiller ces enfants avec une attention dont ils sont peu l'objet chez eux.

Les parents, en effet, remettent volontiers à une institution philanthropique la surveillance et l'éducation des enfants dont ils ne peuvent eux-mêmes s'occuper. Ils attendent d'elle qu'elle fasse ce qu'il ne leur est pas possible, à eux, de faire, faute de temps ou de capacités (48). L'institution, dans ces cas, connaît ce que l'on attend d'elle, elle accepte une tâche souvent lourde. Comment chercherait-elle à éluder sa responsabilité ?

Mais alors pourquoi parler de responsabilité atténuée pour ensuite juger sévèrement certaines faiblesses et insuffisances ? De fait ceux qui savent combien est difficile la surveillance d'un groupe d'enfants s'étonneront de la ri-

(47) Voir à cette occasion un arrêt, d'ailleurs contestable, de la Cour de Dijon, 19 févr. 1875, D. P. 1876-2-71, qui dégage de toute responsabilité une personne, laquelle avait reçu chez elle, à la campagne, un enfant, non parent, pour rendre service ; cet enfant avait blessé un camarade avec une pierre.

(48) Cf. Robez Pagillon : *Le contrat d'éducation*, thèse, Lyon, 1935, p. 48. Rouen, 5 nov. 1924, D. P. 1927-2-123.

gueur de quelques décisions (49). La jurisprudence, en réalité, veut protéger les mineurs contre des négligences qui trop fréquemment sont commises, du fait peut-être de moyens financiers insuffisants. Elle veut empêcher qu'une institution, même de très bonne foi, ne s'engage à une œuvre qu'elle n'a pas la possibilité d'accomplir utilement. C'est là sans doute le secret de son apparente contradiction dans certains cas.

Nous pouvons conclure en conséquence que la pensée de la jurisprudence est d'exiger des institutions philanthropiques qu'elles fassent ce que toute institution qui se respecte ferait dans les mêmes circonstances et avec les mêmes ressources, quand même il apparaîtrait qu'une surveillance plus assidue eût pu empêcher la réalisation du dommage. On ne peut, en effet, exiger d'institutions philanthropiques qui le plus souvent doivent, avec un budget limité, assumer la garde de mineurs en groupe, une surveillance sur chacun de ces mineurs analogue à celle qu'un bon père de famille exerce sur ses enfants.

On voit par ce qui précède combien la question est délicate. Nous revenons à notre critère de la faute « erreur de conduite ». Souhaitons seulement que les tribunaux tiennent quelquefois mieux compte des difficultés rencontrées dans l'exercice bénévole d'une activité philanthropique.

(49) Cf. en particulier Caen, 28 janv. 1926 ; Rouen, 5 nov. 1924, précités ; Cass. rej., 15 déc. 1936, G. P. 1937-1-255, etc.

22. — *Caractère variable de la surveillance à exercer sur les mineurs pris en garde.* — Bien des facteurs sont à envisager qui permettront de mieux définir ce que doit être la « conduite » d'une institution en matière de surveillance de mineurs pris en garde.

Il est évident que cette surveillance ne peut être la même dans tous les cas.

L'âge des mineurs tout d'abord doit être pris en considération. On n'exigera pas d'une institution qui reçoit certains soirs de la semaine des jeunes gens groupés en amicale dans le but, soit d'étudier un problème en commun, soit même de se divertir sainement, une attention sur eux aussi soutenue que sur des enfants en bas âge réunis dans un jardin d'enfants. La jurisprudence, ici, a pu considérer comme une faute, et malgré le caractère gratuit du service rendu, l'absence momentanée du « gardien » (50).

Exercer une bonne surveillance, toujours en considération de l'âge des mineurs, c'est très souvent interdire certains jeux (51). Le tribunal de Lyon, statuant sur le cas d'un jeune garçon blessé en tombant d'un char non attelé, déclare (52) qu'un accident ne peut être attribué à un défaut de surveillance que si le jeu au cours duquel il se pro-

(50) Caen, 28 janv. 1926, précité.

(51) Sur la surveillance plus attentive à exercer, au cours d'un jeu autorisé, en raison de l'âge des enfants, *cf. supra*, n° 11.

(52) Tr. Lyon, 5 févr. 1910, G. tr. 1910-1-2-255 ; D. P. 1912-2-348.

duit doit être considéré comme assez dangereux pour être interdit à un enfant de l'âge de l'accidenté. En l'occurrence il est relevé que le jeu n'était pas dangereux.

Les juges ont un pouvoir souverain pour apprécier le caractère dangereux ou non d'un jeu, d'où l'intérêt de citer quelques décisions.

Voici un arrêt de la cour de Rouen qui condamne une association de football; celle-ci, nous l'avons déjà vu, avait laissé jouer un enfant de treize ans avec une équipe militaire (53). Un jeu, sans être en soi dangereux, c'est le cas du football, peut donc le devenir si les coparticipants sont d'âges trop différents. C'est là un point très important.

Certains jeux sont admis comme normaux pour des enfants en âge de scolarité. Tels sont le saut à la corde (54) pour les garçons et pour les filles, le jeu du gendarme et du voleur (55) pour les garçons tout au moins. Il est en effet à peine besoin de remarquer qu'à la considération de l'âge du mineur doit s'ajouter celle de son sexe. Le jeu de la guerre, avec maniement de branchages et de baguettes, est implicitement toléré pour des garçons amenés en récréation

(53) Rouen, 18 oct. 1911, précité.

(54) Cass., req. 25 juin 1936, D. H. 1936-410.

(55) Cass., req. 9 juil. 1907, D. P. 1907-1-479. Voir encore pour le jeu de la course et de la lutte, Cass. rej., 13 déc. 1937, G. P. 1938-1-282; pour le jeu des chars romains, Lyon, 26 avr. 1904, *La Loi*, 30 juin 1904 (à noter que dans cette espèce, le tribunal de Saint-Etienne avait déclaré le jeu dangereux).

dans un bois, interdit par contre expressément aux filles (56). Il n'est pas nécessaire d'aller plus loin. Arrêtons ici cet aperçu de la jurisprudence sur les jeux des enfants de nos institutions (57).

La surveillance à exercer dépend également du caractère des mineurs pris en garde. Des enfants difficiles, vagabonds, vicieux ou anormaux doivent être soumis à une surveillance plus sévère que des enfants espiègles, mais dociles (58). Il en est ainsi même si un seul enfant, dans une institution, offre un caractère difficile. Ce seul enfant exigera de l'institution qui le reçoit une attention toute spéciale (59).

La jurisprudence considère encore la nature de l'institution pour déterminer l'étendue de son obligation de surveillance (60). Une colonie de vacances, par exemple, « assure la

(56) Rouen, 5 nov. 1924, précité.

(57) Bien qu'il ne s'agisse pas, en réalité, d'un jeu, citons cependant, comme pouvant être pratiqué normalement par des enfants en groupe, le bain froid pendant la belle saison ; Bourges, 1^{er} février 1927, G. P. 1929-1-821.

(58) Cass. crim., 27 juin 1902, précité ; remarquons que cet arrêt relève une faute de l'institution dans le fait qu'elle n'avait pas séparé suffisamment les enfants vicieux et difficiles des orphelins qui lui étaient également confiés.

(59) Voir Mazeaud, *op. cit.*, t. I, n° 775.

(60) R. Vimard : *Les obligations civiles des colonies de vacances. XI^e congrès national des colonies de vacances et œuvres de plein air*. Paris, avril 1935, 52, rue Saint-Georges, p. 143 sq. Précisons enfin que la surveillance à exercer ne peut être la même dans tous

garde des enfants comme à l'école; toutefois, par la force même des choses... elle... est amenée, vis-à-vis des pupilles en vacances, à un certain relâchement de la discipline et de la surveillance étroite qui sont de droit à l'intérieur et dans les préaux... des écoles » (61).

23. — *Précautions matérielles.* — « Dans l'intérêt des... institutions philanthropiques (des colonies de vacances, dit l'arrêt que nous rapportons, mais il statue sur un cas particulier et nous pouvons généraliser)... il échet que les directeurs d'œuvres s'entourent des précautions indispensables à la sauvegarde des mineurs » (62). Parmi ces précautions, celles qui sont matérielles tiennent une large place, on

les instants de la journée (trib. Châteauroux, 24 mai 1898, D. P. 1898-2-491 ; S. 1899-2-147 ; et qu'elle doit être plus stricte sur des mineurs en groupe que sur des mineurs isolés, (Alger, 23 juil. 1924, D. H. 1924-587 ; G. P. 1924-2-513 : voir *infra*, n° 25).

(61) Delpech, note sous S. 1918-1919-2-9. Ajoutons que lorsqu'une institution, par sa nature même, ne peut être tenue d'assurer, sur les mineurs qu'elle garde, une surveillance étroite et de tous les instants, la jurisprudence, au lieu de préciser que l'obligation de surveillance assumée est limitée, fait volontiers appel à l'idée qu'un risque a été accepté par ceux qui ont régulièrement confié les enfants et elle le fait d'autant plus facilement que l'œuvre est gratuite.

Cette même idée du risque accepté peut, semble-t-il, être mise en avant pour exonérer une institution lorsqu'un accident est survenu au cours d'un jeu, et que le jeu pratiqué l'était « normalement » pour un enfant de l'âge de l'accidenté, régulièrement autorisé à fréquenter l'institution.

(62) Douai, 26 juil. 1930, G. P. 1930-2-651.

le sait. A leur sujet les tribunaux se montrent en général sévères.

Un enfant d'un patronage ayant été assassiné et trouvé dans le parloir du directeur, l'institution fut reconnue coupable d'un défaut de surveillance et condamnée, très spécialement parce que la porte d'entrée était constamment ouverte et que quiconque pouvait pénétrer librement dans l'établissement (63). Un enfant d'une colonie de vacances s'étant noyé, celle-ci fut déclarée responsable parce qu'elle ne s'était pas pourvue d'appareils de sauvetage, ni ne s'était assurée de la présence, au moment du bain, d'un homme du pays (64). Il est vrai que le lieu et le moment du bain étaient spécialement dangereux. Citons encore le cas d'un enfant qui, étant tombé d'une fenêtre peu élevée au-dessus du sol, avait été blessé grièvement; la condamnation de l'institution fut prononcée bien que celle-ci eût expressément défendu de s'approcher de la fenêtre mal protégée (65).

Que penser de ces diverses décisions sinon qu'elles confirment notre interprétation de la pensée qui guide aujourd'hui la jurisprudence en matière de responsabilité des institutions philanthropiques (66) ?

(63) Tr. Lille, 24 mars 1904, précité.

(64) Douai, 26 juil. 1930 précité. Cf. également, dans une espèce analogue, Paris, 26 nov. 1932, précité.

(65) Alger, 23 juil. 1924, précité.

(66) Cf. *supra*, n° 21.

Il ne faudrait pas croire cependant que toute surveillance de mineurs entraîne nécessairement pour nos institutions l'obligation de prendre des précautions matérielles spéciales, dès qu'en l'absence de telles précautions l'éventualité d'un accident est possible. S'il en était ainsi la plupart des institutions philanthropiques s'occupant de mineurs devraient renoncer à leur tâche, faute de pouvoir la réaliser.

En réalité des mesures spéciales de sécurité ne sont pas indispensables lorsque l'usage bien établi ne les réclame pas et que le danger couru d'accident est très faible. Ainsi pour le jeu du saut à la corde « lequel n'a jamais été interdit aux enfants et ne présente aucun danger ». Les représentants d'un enfant accidenté au cours de ce jeu, et qui prétendaient que des précautions matérielles particulières auraient dû être prises, se sont vus déboutés de leur demande en dommages et intérêts (67).

Une lecture attentive des décisions jurisprudentielles (68), nous montre que les juges, lorsqu'ils reconnaissent l'insuffisance des mesures de sécurité, relèvent surtout l'absence de surveillance effective exercée.

Nous pouvons donc justement prétendre qu'une surveillance plus stricte des mineurs pris en garde est susceptible de remplacer bien souvent certaines précautions matérielles; seules des précautions matérielles sévères s'impo-

(67) Cass., req. 25 juin 1936, précité.

(68) Voir par exemple Alger, 23 juil. 1924; Tr. Lille, 24 mars 1904, précités. Cass., rej. 15 déc. 1936, G. P. 1937-1-255.

sant absolument quand il apparaît nettement que le danger couru est grave et qu'aucune surveillance, même très assidue, ne peut compenser leur absence (69).

SECTION III

Valeur des prescriptions et règlements, non accompagnés de surveillance effective

24. — *Obligation de surveillance et pouvoir corrélatif de direction.* — Le fait, pour une institution philanthropique, d'être soumise à une obligation de surveillance, lui confère en contre-partie un droit de direction sur la personne des mineurs pris en garde. Cela est incontestable. La responsabilité postule le pouvoir (70).

Ce pouvoir de direction pourra se manifester par des ordres directs adressés aux mineurs, ou encore par des règlements portés à leur connaissance; ordres et règlements qui auront très souvent pour objet l'interdiction d'accomplir certains actes déterminés.

Il nous faut maintenant examiner dans quelle mesure une institution philanthropique, pour remplir pleinement

(69) Ainsi des mesures de précaution à prendre contre les maladies contagieuses, mais nous n'avons pas de jurisprudence là-dessus.

(70) Robez Pagillon, thèse précitée, Lyon 1935, p. 96.

son obligation de surveillance, sera tenue de veiller à l'exécution de ces ordres et règlements.

25. — *Jurisprudence et obligation, en général, de veiller à l'exécution des ordres et à l'application des règlements.*

— Le mineur pris en garde commet lui-même une faute quand, transgressant un règlement ou n'obéissant pas à un ordre reçu, il a, ce qui est une question de fait à trancher, conscience suffisante de la portée de ses actes (71).

Mais sa faute ne supprime en rien celle de l'institution qui n'a pas veillé à l'exécution de ses ordres et à la bonne application de ses règlements. La jurisprudence sur ce point est unanime. Une institution ne peut être exonérée de son obligation de surveillance par le seul fait qu'elle a donné un ordre, même très strict, ou imposé un règlement. Il lui faut encore veiller à ce que cet ordre soit convenablement exécuté et ce règlement appliqué.

C'est ce que décide un arrêt de la cour de Cassation, lequel oblige une colonie de vacances « à assurer la stricte exécution de ses instructions » (72), sous peine de commettre une faute de surveillance.

Nous pouvons encore citer à cet égard un arrêt de la Cour de Rouen, statuant sur appel d'un jugement du tribunal civil du Havre. Une fillette d'un patronage avait été blessée par une camarade au cours d'une promenade dans

(71) Cass., rej. 15 déc. 1936, précité.

(72) Cass., rej. 15 déc. 1936, précité.

un bois. Les jeunes enfants jouaient à la guerre avec des branchages, malgré l'interdiction expresse qui leur en avait été faite. Les juges de première instance estimèrent « qu'on ne peut relever comme faute à l'encontre des surveillantes d'avoir laissé des baguettes aux mains des enfants, alors que, par deux fois déjà, défense avait été faite de jouer avec celles-ci » (73). Remarquons il est vrai que, pour décharger l'institution de sa responsabilité, la décision mentionnée relève également le caractère soudain, imprévisible, de l'accident et la difficulté de surveillance d'un groupe d'enfants dans une forêt. La cour de Rouen infirma le jugement et déclara, pour établir la faute de l'institution, que si les surveillantes du patronage avaient bien ordonné d'abandonner les branchages, elles avaient par contre « négligé de s'assurer » de l'exécution de l'ordre qu'elles avaient donné (74).

Il serait toutefois inexact de conclure à l'inefficacité juridique totale des prescriptions et règlements, lorsqu'ils ne sont pas accompagnés d'une surveillance de fait et pratique des mineurs. Il est bien évident que la responsabilité d'une institution ne pourra être mise en jeu que si le danger couru est relativement considérable.

(73) Tr. Havre, 5 avril 1924, G. P. 1924-2-138.

(74) Rouen, 5 nov. 1924, précité. Voir encore sur cette question, Nancy, 26 mai 1888, rapporté D. P. 1890-1-145 ; Douai, 26 juil. 1930, précité.

La jurisprudence exige l'existence d'un « péril redouté » suffisamment grave, question de fait à trancher d'ailleurs dans chaque cas d'espèce, pour qu'une institution puisse se voir reprocher de n'avoir pas mieux veillé à l'exécution de ses instructions (75). Ce péril, insistons particulièrement là-dessus, apparaît généralement d'autant plus redoutable que les mineurs à surveiller, réunis dans un même lieu, sont plus nombreux; la tendance à la désobéissance d'un groupe d'enfants est en effet connue de tous (76).

Enfin nous ne devons pas oublier le développement des méthodes nouvelles d'éducation basées sur le principe de confiance (77). Ces méthodes, si elles venaient à être admises par la jurisprudence, permettraient aux institutions qui les pratiquent sérieusement de limiter bien souvent leur surveillance à des instructions précises données, alors même que de la non exécution de ces instructions pourrait résulter un dommage.

SECTION IV

Obligation de surveillance et force majeure

26. — *Examen de la jurisprudence.* — Nous savons que l'obligation de surveillance étant presque toujours une obligation de moyens (78) il appartient aux représentants de

(75) Alger, 23 juil. 1924, précité.

(76) Alger, 23 juil. 1924, précité.

(77) Cf. *supra*, n° 12.

(78) Cf. *supra*, n° 6.

la victime mineure d'apporter la preuve d'une faute commise par l'institution. En fait, devant les tribunaux, chacun apporte les arguments propres, soit à le disculper, soit à prouver la faute de l'autre.

Aussi bien pouvons-nous nous demander si une institution n'aurait pas avantage à soutenir parfois la force majeure, fait précis souvent plus facile à prouver qu'une bonne surveillance, ce qui la dégagerait de toute responsabilité (79).

Où sera la force majeure en notre matière ? Consultons la jurisprudence. Le plus souvent dans le caractère soudain d'un accident survenu. Une institution ne peut être tenue pour responsable lorsque la réalisation du dommage s'est produite « avec une rapidité telle qu'elle devait nécessairement échapper aux regards les plus exercés et déjouer la surveillance la plus attentive » (80). Dans cette espèce un enfant, ayant lancé brutalement une ardoise, avait blessé l'un de ses camarades.

Mais le caractère soudain de l'accident n'est cependant pas suffisant pour constituer la force majeure. Il est évident qu'une institution ne saurait soutenir la force majeure

(79) Art. 1147 du Code civil. Remarquons que seule la preuve de cette force majeure serait capable d'entraîner la libération d'une institution soumise non à une obligation de surveillance proprement dite, mais à une obligation de sécurité (*supra*, n° 18).

(80) Nancy, 26 mai 1888, précité ; Paris, 31 mai 1892, D. P. 1893-2-490 ; Cass., req. 9 juil. 1907, précité ; Cass., req. 13 déc. 1938, précité.

si, au moment où l'accident devait arriver, elle eût pu, par une intervention quelconque, l'éviter. Nous n'avons pas à insister sur ce point.

D'autre part, que dire dans le cas où l'accident était prévisible et où, sans pouvoir être évité au moment où il s'est produit, des mesures appropriées préventives en eussent pourtant pu empêcher la réalisation ? La jurisprudence, d'une façon très générale, ne permet pas alors de soutenir la force majeure. C'est ce qui résulte a contrario de la lecture des considérants de nombreuses décisions, de ceux, en particulier, de l'arrêt précité de la cour de Nancy, lequel précise, pour exonérer l'institution, que l'accident était survenu soudainement « sans qu'aucune querelle, aucune discussion, aucune provocation aient eu lieu » auparavant (81).

Comment mieux décider que si ces querelle, discussion ou provocation avaient précédé l'accident, l'institution aurait commis une faute en n'intervenant pas, faute qui, cause indirecte du dommage, aurait écarté toute possibilité de recours à la notion de force majeure ?

Ramenés à l'étude de la faute, nous voyons donc qu'en fait, pour soutenir la force majeure, une institution devra presque toujours apporter la preuve que la surveillance exercée par elle sur les mineurs était suffisamment attentive (82).

(81) 26 mai 1888, précité.

(82) Il peut arriver qu'un accident soit inévitable, quelles que soient la surveillance exercée et les précautions prises. Sur la force majeure en général, voir Mazeaud, *op. cit.*, t. II, n° 1540 *sq.*

CHAPITRE III

DETERMINATION DU RESPONSABLE

27. Position de la question. — 28. Responsabilité d'une institution du fait de ses organes. — 29. Responsabilité d'une institution du fait de ses préposés. — 30. Responsabilité des membres de comités directeurs et de patronage.

27. — *Position de la question.* — Si, conformément à l'article 1382 du code civil, chacun est responsable du dommage qu'il cause par sa faute, il peut sembler inutile de consacrer un chapitre spécial à la détermination du responsable. On connaît, en effet, presque toujours, celui dont la faute a causé le dommage, quand ce dommage résulte d'une faute de surveillance. Pour s'en convaincre, il suffit de relire l'abondante jurisprudence déjà citée dans notre étude.

Mais, ne l'oublions pas, notre but n'est pas seulement de constater à l'encontre d'un gardien une faute de surveillance. Il est encore et surtout de rechercher si, la faute de ce gardien étant reconnue, celle-ci a pu engager ou non

juridiquement la responsabilité d'une institution philanthropique.

Nous avons déjà entrevu quelques aspects de cette question au moment où nous avons étudié les conditions d'existence de l'obligation de surveillance (1). Il nous faut maintenant revenir là-dessus et examiner très spécialement comment la responsabilité d'une institution peut naître du fait de ses organes ou de ses préposés.

28. — *Responsabilité d'une institution du fait de ses organes.* — Avant toute chose il convient de remarquer que seules les institutions ayant une existence juridique, et qui sont en conséquence des personnes morales, peuvent être responsables en tant qu'institutions (2). Cela est très important à considérer. Faute d'existence légale une institution ne peut être traduite devant les tribunaux et seuls sont responsables d'un dommage survenu, et personnellement, ceux qui ont commis la faute ayant occasionné ce dommage.

Ceci dit, une institution, existant juridiquement, est responsable du fait de ses organes. Responsable civilement, et non pénalement, car les personnes physiques seules peuvent commettre une faute pénale (3).

(1) *Cf. supra*, chapitre I.

(2) Sur les personnes morales, voir Planiol et Ripert, *op. cit.*, t. VI, n° 501 *sq.*

(3) *Cf. infra*, n° 40.

Mais cette responsabilité civile elle-même, pourquoi peut-elle être relevée, sinon en raison du fait que lorsqu'un organe agit au nom d'une institution, personne morale, un comité directeur par exemple représenté par son président, ou l'organisateur d'une œuvre, ce n'est pas juridiquement lui qui agit, mais cette institution (4) ?

Ainsi lorsqu'une faute est commise, de surveillance en l'occurrence, et par l'organe d'une institution juridiquement existante, la victime ou ses représentants peuvent, quand il y a intérêt à le faire, ce qui arrive très spécialement lorsque l'organe est une personne physique, attaquer cet organe en vertu de l'article 1382 du code civil, puisqu'il a commis une faute; mais ils peuvent également attaquer directement l'institution en vertu du même article 1382, puisque la faute de celle-ci s'identifie à la faute de l'organe. Il y aura donc avantage pour celui qui voudrait obtenir réparation d'un dommage causé par la faute d'un organe d'une institution, personne morale, à poursuivre, lorsque tout au moins cet organe est une personne physique, à la fois l'un et l'autre par application de l'article 1382 sus-visé du code civil.

Faisant application de ce que nous venons de dire, tant en ce qui concerne la responsabilité de l'organe que la responsabilité d'une institution du fait de cet organe, le tribunal de la Seine, et dans une affaire que nous avons déjà

(4) Sur la question de la responsabilité du fait des organes, voir Mazeaud, *op. cit.*, t. II, n° 1977 sq.

rappelée (5), a pu justement condamner un chef de troupe scout, son groupement local et le comité national éclair. La décision insiste nettement sur le fait que la faute du chef de troupe engage, « aux termes de l'article 1382 », non seulement sa responsabilité, mais encore celle du comité national et celle du groupe local, véritable « incarnation » du comité national.

29. — *Responsabilité d'une institution du fait de ses préposés.* — Une institution qui assume une obligation de surveillance à l'égard de mineurs pris en garde voit sa responsabilité engagée par le défaut de surveillance de son organe, mais il est non moins certain que cette responsabilité serait encore engagée dans le cas de faute commise non par un organe, mais par un préposé.

L'article 1384, al. 3 du code civil stipule en effet que les commettants sont responsables du dommage causé par leurs préposés « dans les fonctions » auxquelles ils les ont employés (6). La question est donc de savoir si, lorsqu'un dommage, résultant d'un défaut de surveillance, est réalisé, il l'est par le fait du préposé d'une institution.

(5) *Cf. supra*, n° 12. Sur la solidarité établie entre les co-auteurs d'un délit ou d'un quasi délit civil, voir *infra*, chapitre V, note 4.

(6) *Cf. infra*, chapitre V, note 14.

Ajoutons que les commettants condamnés comme civilement responsables peuvent toujours se retourner contre leurs préposés fautifs.

Le lien de préposition est en général aisé à découvrir (7). Point n'est besoin, pour qu'il puisse être reconnu, d'un contrat liant le commettant à son préposé (8), ni d'une rémunération accordée à ce dernier (9). « Donner des ordres pratiquement obéis suffit à donner naissance aux rapports de commettant à préposé » (10), alors même que la fonction exercée par celui qui reçoit ces ordres l'est d'une façon tout accidentelle et temporaire (11).

En pratique donc, le lien de préposition sera facilement relevé dans la plupart des cas où une institution, ayant expressément assumé une obligation de surveillance à l'égard d'un mineur, aura délégué un gardien, même bénévole, pour surveiller celui-ci (12). Ce lien établi, la victime ou ses représentants pourront en conséquence poursuivre, soit le gardien fautif en vertu de l'article 1382 du code

(7) Sur le lien de préposition, voir Planiol et Ripert, *op. cit.*, t. VI, n° 641 sq.; Flour, thèse Caen 1933. *Les rapports de commettant à préposé dans l'article 1384.*

(8) Paris, 14 mars 1930, D. P. 1930-2-115. Sur le lien de préposition dans les rapports de complaisance voir Demogue, *op. cit.*, t. V, n° 894.

(9) Paris, 14 mars 1930, précité.

(10) Flour, thèse précitée, p. 197.

(11) Paris, 14 mars 1930, précité.

(12) Voir sur la difficulté de détermination d'un lien de préposition dans un cas particulier, Tr. civ. Lyon, 10 oct. 1923, G. P. 1923-2-689. Cet arrêt déclare non préposé d'une institution le chauffeur d'un camion, prêté gracieusement par un industriel, et transportant les enfants d'un patronage dans une colonie de vacances; l'abbé surveillant étant dans une autre voiture.

civil, soit l'institution commettante par application de l'article 1384, al. 3 du même code, soit l'un et l'autre à la fois (13).

Très fréquemment la situation se présente beaucoup plus complexe. L'institution n'a pris par son ou ses organes aucun engagement. Pour confier l'enfant on est venu trouver celui qui en fait assume la garde des mineurs, on l'a chargé de « garder » l'enfant; il a accepté, et puis c'est tout. Un accident survient, une faute de surveillance à son origine. Qui va-t-on poursuivre ? Le « gardien » fautif ? Peut-être. Mais ce gardien n'est-il pas l'agent, le « préposé » d'une institution ?

On voit combien la question peut être délicate et comme il convenait de préciser à nouveau les conditions d'existence de l'obligation de surveillance à l'occasion de l'étude du lien de préposition.

Un préposé d'une institution crée à la charge de celle-ci une obligation de surveillance quand dans l'exercice de ses fonctions il reçoit un mineur en garde. Encore faut-il, pour que la responsabilité de cette institution puisse être

(13) Une question très délicate se poserait dans le cas d'une institution philanthropique ayant, en qualité de commettante, confié la garde de certains enfants à des tiers rétribués à cet effet. L'étendue de l'obligation de surveillance pouvant varier suivant le caractère gratuit ou onéreux du service rendu (*supra*, n° 15), il en résulterait que cette institution pourrait, en principe, être tenue à des obligations plus strictes comme commettante d'un préposé agissant sans intention philanthropique, que comme institution philanthropique.

mise en jeu, que l'existence du lien de préposition ne soit pas discutable.

Aucun doute ne peut surgir lorsque l'agent fautif, bien qu'ayant seul été en rapport avec ceux qui lui ont confié un mineur, a toujours été ouvertement considéré par l'institution comme son préposé.

La difficulté commence lorsqu'une institution, poursuivie comme civilement responsable du fait de son préposé, prétend ne pas être la commettante de l'agent fautif. Il appartient alors aux tribunaux de décider souverainement si les rapports qui existent entre cette institution et l'agent fautif sont suffisamment étroits pour faire de celui-ci un préposé.

C'est ainsi qu'appelés à statuer sur la responsabilité, en tant que commettantes, des institutions qui placent des enfants chez des paysans à la campagne, les juges apportent des solutions variées suivant les cas d'espèce. « Attendu, dit un jugement du tribunal de Besançon, que si différentes juridictions qui ont eu à examiner si le tiers auquel une œuvre de bienfaisance confie un enfant est un préposé n'ont pas admis que l'article 1384, al. 3 fut applicable, il n'apparaît cependant pas au tribunal qu'en principe cette solution ne puisse être discutable, qu'il s'agit là avant tout d'une question de fait variant avec les conditions dans lesquelles a eu lieu le placement de l'enfant » (14).

(14) Sous Besançon, 17 mai 1927, précité ; également Cass., req. 4 juin 1929, D. H. 1929-1-154.

Voilà pourquoi une institution qui agissait en intermédiaire n'a pas été considérée comme commettante du fermier chez qui elle avait placé un mineur, alors surtout que son rôle de simple intermédiaire avait été bien spécifié (15). Nous trouvons une même solution en faveur d'un patronage, et du fait que les parents des mineurs confiés étaient intervenus directement dans le choix des fermiers (16).

En sens contraire plusieurs décisions. Nous voyons une institution qui s'était réservé le choix des colonies de vacances où devaient être placés les enfants qu'on lui amenait, condamnée comme commettante (17); une autre, condamnée également comme commettante, parce qu'elle s'était expressément chargée de vérifier régulièrement la situation matérielle et morale des mineurs en vacances (18).

De l'examen de cette jurisprudence il résulte qu'on ne saurait trop conseiller aux institutions de définir nettement l'étendue des obligations qu'elles entendent assumer.

Enfin, et quand il apparaîtrait qu'aucun lien de préposition ne peut être relevé entre une institution et un gardien fautif (19), il ne faut pas oublier que cette institution, si

(15) Paris, 12 oct. 1937, D. H. 1937-555 ; Vimard : *Les obligations des colonies de vacances*, article précité.

(16) Tr. Seine, 4 juil. 1923, G. P. 1923-2-401.

(17) Cass., req. 29 déc. 1919, G. tr. 18 janv. 1920, G. P. 1920-1-236.

(18) Sous Besançon, 17 mai 1927, précité.

(19) Citons encore un arrêt intéressant qui ne reconnaît pas à un abbé la qualité de préposé de son évêque, Tr. civ. Beauvais, 21 nov. 1929, G. P. 1930-1-210.

elle venait à être reconnue coupable de s'être substitué un gardien négligent, demeurerait responsable de cette faute personnelle par application du droit commun de l'article 1382 du code civil (20).

30. — *Responsabilité des membres de comités directeurs et de patronage.* — De même qu'un organe, personne physique, d'une institution peut être personnellement responsable s'il a lui-même commis une faute, de même un ou plusieurs membres des comités directeurs ou de patronage peuvent parfois être personnellement poursuivis, en vertu toujours du même article 1382 du code civil, lorsque le dommage subi ou causé par un mineur en garde, et résultant d'un défaut de surveillance du gardien, n'a pu se produire en réalité que parce que ce ou ces membres de comités ont eux-mêmes commis une faute.

Très généralement la faute d'un membre de comité de patronage résidera dans le fait qu'il ne s'est pas assuré suffisamment de la moralité, et même des capacités, de ceux qui l'ont prié d'apporter son appui.

Tout membre d'un comité directeur au contraire, ayant dans ses attributions d'exercer une surveillance attentive sur la bonne marche de l'institution, verra surtout sa res-

(20) Lalou : *La Responsabilité Civile*. Paris, Dalloz, 2^e édit. 1932, n° 1046 ; voir également un arrêt de la Cour de Riom, 30 nov. 1934, précité.

ponsabilité engagée en raison, s'ils lui sont imputables, soit du mauvais choix des agents fautifs, soit de tout défaut d'organisation ayant rendu le dommage possible (21).

(21) On voit ici que seuls les membres fautifs de l'organe d'une institution (quand cet organe est un « organisme », tel un comité directeur) peuvent être personnellement poursuivis avec l'institution.

CHAPITRE IV

RESPONSABILITE PARTAGEE

31. Position de la question. — 32. Fautes de l'institution et d'un mineur pris en garde. — 33. Fautes de l'institution et d'un tiers. — 34. Etude spéciale de la faute des parents du mineur co-auteur du dommage.

31. — *Position de la question.* — Lorsqu'une institution a commis une faute de surveillance ayant entraîné un dommage il est possible que cette faute ne soit pas seule cause de ce dommage. Un des mineurs surveillés peut, en effet, avoir commis une faute sans laquelle le dommage ne serait pas arrivé. D'autre part, à la faute de l'institution peut s'ajouter celle d'un tiers quelconque. Enfin la responsabilité des parents d'un mineur placé sous garde peut souvent être mise en jeu quand ce mineur a causé, par sa faute, un dommage à un camarade.

Il nous faut examiner ces différents points, puisque la multiplicité des auteurs du dommage entraînera un partage de la responsabilité (1).

32. — *Fautes de l'institution et d'un mineur pris en garde.* — Nous n'avons pas à nous occuper ici du cas où, seule la faute d'un mineur pouvant être relevée, l'Institution ne saurait être inquiétée. Disons simplement qu'un tel cas se présentera rarement. En effet, la faute du mineur est généralement imputable, en partie tout au moins, à l'institution qui aurait dû prévoir ce qui est arrivé, que le mineur se soit causé un dommage à lui-même ou qu'il en ait causé un à autrui.

Nous ne reviendrons pas sur l'étude de la faute de surveillance de l'institution (2); abordons de plus près l'examen de la faute du mineur.

Tout d'abord, cette faute est-elle possible ? On sait que l'incapacité des mineurs est une règle de principe de notre droit (3). Toutefois, en raison du fait que la notion du bien et du mal précèdent chez l'enfant la maturité d'esprit, l'article 1310 du code civil apporte à ce principe une restriction en spécifiant la pleine responsabilité des mineurs de

(1) *Cf. infra*, n° 36. A noter dès maintenant qu'il s'agira moins d'un partage de la responsabilité que d'une répartition, entre les auteurs fautifs, du montant de la condamnation pécuniaire prononcée.

(2) *Cf. supra*, chapitre 2.

(3) Planiol et Ripert, *op. cit.*, t. VI, n° 497.

leurs délits et quasi-délits, c'est-à-dire de leurs faits illécites dommageables causés avec ou sans intention de nuire (4).

Cette responsabilité n'existe d'ailleurs que si le mineur, dont on cherche à prouver la faute, est suffisamment capable de prévoir les conséquences de ses actes, ce qui est une question de fait à trancher (5). Un enfant en bas âge, dépourvu de l'intelligence nécessaire pour comprendre ce qu'il fait, ne peut commettre de faute. « C'est sur l'usage de la raison qu'est fondée la responsabilité » (6).

Dans le cas où le mineur serait reconnu fautif, ajoutons enfin qu'il pourrait être poursuivi sur ses biens personnels et pour la part lui revenant dans la réalisation du dommage (7).

33. — *Fautes de l'institution et d'un tiers.* — La faute d'un tiers, et nous entendons par là de toute personne étrangère à l'institution, peut entraîner la responsabilité de cette institution, quand celle-ci a elle-même commis une faute sans laquelle le dommage ne serait pas survenu.

(4) Sur la capacité pénale des mineurs, voir Planiol et Ripert, *op. cit.*, t. VI, n° 497.

(5) Planiol et Ripert, *op. cit.*, t. VI, n° 497 : Nancy, 26 mai 1888, précité ; Bordeaux, 23 janv. 1905, S. 1905-2-188 ; Poitiers, 29 janv. 1923, G. P. 1923-1-535 ; Dijon, 1^{er} mars 1926, G. P. 1926-2-62.

(6) Planiol : *Traité élémentaire*, *op. cit.*, t. II, n° 878.

(7) Nancy, 26 mai 1888, précité ; Bordeaux, 23 janv. 1905, précité.

Ainsi pour le cas d'un enfant trouvé assassiné dans une des salles d'un patronage où l'on relevait qu'aucune mesure n'avait été prise pour interdire l'entrée de l'établissement à tout venant (8). En l'espèce, d'ailleurs, l'institution avait été condamnée pour le tout, en vertu d'un principe juridique fondamental (9), et du fait que le tiers, auteur de l'assassinat, n'avait pu être trouvé.

34. — *Etude spéciale de la faute des parents du mineur co-auteur du dommage.* — Parmi les tiers, au sens où nous avons pris ici ce terme, il en est certains dont la faute offre un caractère particulier, ce sont les parents des mineurs coupables d'avoir par leur faute subi ou commis un dommage, lorsque l'on peut relever à leur encontre une faute caractérisée, soit dans la surveillance, soit, plus généralement, dans l'éducation de leurs enfants.

Précisons à cette occasion un point important. Pour qu'un dommage puisse être considéré comme résultant des fautes à la fois d'un tiers et d'une institution, il n'est pas nécessaire que les fautes de ce tiers et de cette institution aient été commises au même moment. Il suffit qu'il n'y ait aucun doute que l'une et l'autre fautes sont bien causes de ce dommage.

(8) Tr. Lille, 24 mars 1904, précité.

(9) Cf. *infra*, n° 36. En vertu du même principe, l'institution qui a commis une faute de surveillance est responsable pour la totalité, si le fait du tiers qui a contribué à la réalisation du dommage ne constitue pas lui-même une faute.

La cour de cassation, appelée à statuer sur la responsabilité du père d'un enfant qui s'était blessé à l'école avec un canif, a pu décider que la responsabilité éventuelle de l'institution « ne... mettait... pas obstacle à ce que la responsabilité du père... fut... en même temps engagée à raison d'une faute à lui imputable » (10). Le tribunal de la Seine, de son côté, dans une espèce analogue mais où le dommage avait été causé et non subi par l'enfant (un jeune étudiant avait blessé son camarade en usant d'un pistolet automatique que lui avait confié son père), a justement déclaré que le père de l'enfant fautif pouvait être rendu responsable « lorsque le fait nuisible... avait été précédé (d'une faute personnelle de sa part), sans laquelle ce fait n'aurait pas eu lieu » (11).

Il n'est pas inutile de préciser que l'institution fautive ne saurait en aucune façon, et pour n'avoir pas à prouver la faute personnelle des parents du mineur en garde, faute devant entraîner un partage de la responsabilité, poursuivre directement ces derniers, comme civilement responsables du dommage causé par leur enfant, en vertu de l'article 1384, al. 2 du code civil. Cet article, on le sait, décide

(10) Cass., rej. 19 févr. 1935, G. P. 1935-1-680 ; D. H. 1935-251.

(11) Tr. Seine, 15 mars 1930, D. H. 1930-324. Sur les faits constitutifs de la faute des parents, voir également Agen, 23 juin 1869, D. P. 1870-2-223 ; Tr. correct. Versailles, 11 févr. 1921, G. Tr., 8 juil. 1921 ; Tr. Valence, 20 mars 1923, G. P. 1923-2-7 ; Angers, 12 oct. 1935, G. P. 1935-2-849.

que les parents sont responsables du dommage causé par leurs enfants habitant avec eux, à moins cependant qu'ils ne prouvent avoir été dans l'impossibilité d'empêcher le fait dommageable. Mais il est évident que la présomption ne joue pas à l'égard d'un co-auteur du dommage; ce n'est pas, en effet, en faveur des auteurs de délits qu'a été instituée la responsabilité du fait d'autrui (12).

(12) Planiol et Ripert, *op. cit.*, t. VI, n° 656.

CHAPITRE V

REPARATION DU DOMMAGE

35. Position de la question. — 36. Principe que toute faute de surveillance peut engager la responsabilité de l'institution. — 37. Etude spéciale du préjudice moral. — 38. Valeur des clauses de non-responsabilité. — 39. Œuvres annexes de l'enseignement public et responsabilité de l'Etat. — 40. Obligation de surveillance et responsabilité pénale. — 41. Assurances responsabilité civile et indemnités contractuelles.

35. — *Position de la question.* — Nous avons étudié jusqu'à présent l'obligation de surveillance des institutions philanthropiques à l'égard des mineurs placés sous leur garde sans nous préoccuper attentivement de savoir comment son inexécution serait sanctionnée. Il nous reste à examiner dans quelle mesure le préjudice causé par l'institution devra être réparé par elle.

36. — *Principe que toute faute de surveillance peut engager la responsabilité de l'institution.* — Ce serait une

erreur de croire qu'une institution philanthropique peut, en raison du caractère gratuit du service qu'elle rend, se considérer à l'abri de toute poursuite éventuelle et surtout de toute condamnation pécuniaire. L'article 1382 du code civil ne fait aucune distinction suivant que le service rendu, à l'occasion duquel le dommage survient, l'est à titre gratuit ou à titre onéreux. Toute faute commise et qui a entraîné un dommage, car il faut qu'il y ait un dommage (articles 1147 et 1382, *sq* du code civil), oblige à réparation et à réparation totale (1).

Réparation totale, disons-nous, même si la faute de l'institution n'est pas seule à l'origine du dommage. « La responsabilité de l'un... des auteurs fautifs... n'est pas diminuée par celle des autres (2). Il s'ensuit qu'une institution, seule poursuivie en réparation d'un préjudice qu'elle n'a pas seule causé, peut cependant se voir condamner pour le tout, sauf à elle à se retourner contre ceux dont la faute a contribué à la réalisation du dommage (3). »

Il est en effet naturel que chaque coauteur d'un même dommage participe pour sa part à la réparation et suivant le degré de gravité de sa faute. Les tribunaux apprécient

(1) *Cf. supra*, n° 17.

(2) Planiol et Ripert, *op. cit.*, t. VI, n° 685.

(3) En vertu toujours de l'article 1382 C. civ. ; à noter ici que le préjudice ne peut jamais être réparé qu'une fois, (Mazeaud, *op. cit.*, t. II, n° 1938 *sq.*).

souverainement ce degré de gravité des fautes respectives (4).

37. — *Etude spéciale du préjudice moral.* — Le préjudice causé par une institution philanthropique, et résultant d'un défaut de surveillance commis par elle, peut être non seulement matériel mais encore moral.

Pour le préjudice matériel le principe d'obligation à réparation intégrale ne fait aucun doute; nous renvoyons à ce que nous venons de dire. La question est beaucoup plus délicate en ce qui concerne le préjudice moral qui naît d'une lésion extra-patrimoniale. Ici aucune atteinte aux biens pécuniaires. Faudra-t-il pourtant décider que l'institution fautive doit réparer, par le versement d'une indemnité, ce dommage qui le plus souvent sera une atteinte à une affection de famille ou encore à l'autorité paternelle ?

Cela est bien certain dans un cas, celui où le préjudice moral résulte d'une atteinte à l'autorité paternelle. L'institution qui, sans y avoir été régulièrement autorisée, reçoit un enfant, commet incontestablement une faute, faute non point tant de surveillance, en vérité, que née d'une surveil-

(4) Il importe de mentionner que, pour le cas où une institution serait poursuivie avec un tiers, une ancienne tradition établit à l'égard de la victime une véritable solidarité entre tous ceux qui ont commis un même délit ou quasi-délit civil; la fixation par les juges du degré de gravité des fautes n'ayant alors de valeur qu'à l'égard des co-auteurs du dommage.

lance assumée sans droit, justifiant une condamnation pour dommage moral.

C'est là un point sur lequel il importe d'insister. Combien d'œuvres, religieuses surtout, acceptent dans leurs patronages des enfants amenés par des camarades à l'insu des parents ! Un ministre du culte s'est vu condamner pour avoir admis un enfant de six ans comme enfant de chœur à un office, sans avoir obtenu l'assentiment du père (5). Cette décision est d'autant plus significative que la présence de la mère à l'office ne fut pas considérée comme faisant disparaître la faute du curé.

Certes, il ne faudrait pas aller trop loin dans cette voie. Une mère pourra le plus souvent être considérée comme ayant reçu délégation tacite du père à l'effet de confier l'enfant commun à une institution. La bonne foi devant être présumée, cette institution, il ne faut pas l'oublier, ne sera condamnée comme ayant causé un dommage moral, pour défaut d'autorisation reçue, que si une faute est relevée à son encontre (6).

On voit donc que dans la pratique la condamnation d'une institution n'interviendra, la plupart du temps, que si cette institution s'est sciemment dispensée de demander une autorisation à qui aurait dû la lui fournir ; alors surtout qu'elle pouvait avoir des raisons de croire que cette au-

(5) Tr. paix, Saintes, 10 nov. 1906, D. P. 1907-5-32.

(6) Sur la possibilité, en général, d'une délégation du droit de confier un enfant à une institution, cf. *supra*, n° 8.

torisation lui serait refusée (7). On ne peut, en effet, exiger de nos institutions qu'elles vérifient l'identité de toutes les personnes qui leur confient des mineurs.

Ce point étant élucidé, une institution qui a régulièrement reçu la garde d'un mineur pourra-t-elle se voir condamner à réparer un préjudice moral causé soit seul, soit par le fait même d'un préjudice matériel ? On pourrait soutenir que le principe établi par l'article 1382 du code civil, et s'appliquant au cas de dommage causé à l'occasion d'un service rendu à titre gratuit, ne vise que le dommage matériel et non le dommage moral.

Le tribunal civil de Boulogne fait sienne cette opinion lorsque, dans une espèce déjà citée (8), et en des termes d'ailleurs fort imprécis, il décide que « s'agissant... d'une œuvre de bienfaisance dont profitait quasi gratuitement le jeune X... il convenait... de n'allouer qu'un franc de dommages et intérêts de principe ».

Il ne semble pas cependant que la jurisprudence doive se fixer en ce sens. La cour de Douai, revenant à une conception sans doute plus juste du principe énoncé par l'ar-

(7) On peut y assimiler le cas où une institution, bien que régulièrement autorisée, a trompé la confiance mise en elle. Ainsi lorsque, recevant des mineurs dans un patronage prétendu laïque, une institution soumet cependant ceux-ci à des pratiques religieuses. Ainsi encore, quand une institution, à l'insu des parents, fausse l'éducation morale des enfants dont elle a la garde. Dans l'un et l'autre cas, en effet, on peut soutenir qu'il n'y a pas eu, en réalité, véritable autorisation.

(8) Sous Douai, 26 juil. 1930, précité.

ticle 1382 du code civil, a précisé très nettement, sur appel dans la même espèce, que « le préjudice moral, sans qu'il puisse être réparé par l'attribution d'une somme d'argent, doit cependant donner lieu à dommages et intérêts (9).

Nous ne pouvons qu'approuver cette décision parfaitement juridique, bien que relativement dure pour les institutions philanthropiques.

38. — *Valeur des clauses de non-responsabilité.* — Connaissant les obligations auxquelles elle est soumise et les sanctions qu'elle encourt une institution philanthropique ne peut-elle pas, par la stipulation d'une clause de non-responsabilité, se prémunir utilement contre les conséquences de sa faute de surveillance ?

Beaucoup d'institutions philanthropiques ont pris l'habitude de faire signer des décharges de responsabilité à ceux qui leur confient des mineurs. Quelle est la valeur de cette pratique ? On entend dire communément que de telles décharges n'ont aucun effet juridique. Cela est en partie exact. En effet, la responsabilité délictuelle étant d'ordre public, il est impossible, par convention, de s'en exonérer (10). Mais que penser de la responsabilité contractuelle ? Il nous faut ici rappeler, pour mieux comprendre ce qui va suivre, qu'entre contractants deux ordres de responsabilités se trouvent coexister : la responsabilité contrac-

(9) Douai, 26 juil. 1930, précité.

(10) Cf. *supra*, n° 14.

tuelle et la responsabilité délictuelle. Chaque fois que la responsabilité contractuelle disparaît, la responsabilité délictuelle demeure, d'ordre public (11). Une clause de non-responsabilité contractuelle, valable puisque en vertu de l'article 1134 du code civil la convention fait la loi des parties, aura pour conséquence de produire un renversement de la charge de la preuve. Il n'appartiendra plus au débiteur de prouver sa libération, conformément au droit commun de la responsabilité contractuelle, mais au créancier de prouver la faute du débiteur, suivant les règles de la responsabilité délictuelle.

Il semble donc, à première vue, que certaines institutions auront intérêt à obtenir des décharges de responsabilité, lesquelles, entraînant éventuellement un renversement de la charge de la preuve, obligeront ceux qui les ont signées à apporter la preuve d'une faute de surveillance commise par l'institution poursuivie.

Cet intérêt cependant n'est pas aussi grand qu'on pourrait le croire. Il ne faut pas oublier qu'une obligation contractuelle de surveillance est presque toujours une obligation de moyens, et que l'obligation contractuelle de moyens ressemble étrangement à l'obligation délictuelle dont, répétons-le, il est impossible de s'exonérer par convention (12).

(11) Mazeaud, *op. cit.*, t. III, n° 2513 *sq.*

(12) *Cf. supra*, n° 6.

Ce n'est que lorsque l'obligation contractuelle de surveillance apparaît comme une obligation de résultat et non de moyens, en pratique le plus souvent comme une obligation de sécurité (13), qu'il devient important pour une institution d'obtenir une décharge formelle de sa responsabilité. Par cette décharge l'institution bénéficiera, au cas d'accident survenu, du renversement de la charge de la preuve; elle n'aura pas à prouver, pour sa libération, la force majeure, il lui suffira d'attendre qu'une preuve de sa faute de surveillance soit apportée.

La clause de non-responsabilité peut encore avoir un effet juridique lorsqu'une institution est attaquée comme civilement responsable du fait de certains de ses préposés. La jurisprudence décide unanimement que la responsabilité du fait des préposés, visée à l'article 1384 al. 3 du code civil, est d'ordre public. Cependant elle apporte à ce principe une exception remarquable en matière contractuelle (14), exception d'ailleurs difficilement justifiable en droit, « pour tous les cas où le préposé... échappe (et l'on sous-entend; par la force des choses)... à la direction et à la surveillance du commettant » (15), et où, par conséquent,

(13) Cf. *supra*, n° 18.

(14) Planiol et Ripert, *op. cit.*, t. VI, n° 404. A noter qu'en l'absence de disposition d'un caractère général les auteurs et les arrêts invoquent l'article 1384 en matière contractuelle, alors que celui-ci ne vise en réalité que la responsabilité délictuelle.

(15) Planiol et Ripert, *op. cit.*, t. VI, n° 404.

une clause de non-responsabilité du fait des préposés est valable, entraînant comme précédemment un renversement de la charge de la preuve.

C'est ainsi qu'une institution dont le but est de placer à la campagne, et chez des fermiers, ses préposés, pourra (16), par la stipulation d'une clause de non-responsabilité, éloigner d'elle la crainte d'être un jour rendue civilement responsable des conséquences de la faute de surveillance de l'un de ces fermiers (17).

39. — *OEuvres annexes de l'Enseignement Public et responsabilité de l'Etat.* — Il peut arriver que des instituteurs publics réunissent bénévolement leurs élèves en dehors des heures de classe, dans un but désintéressé, purement philanthropique.

La loi du 5 avril 1937, modifiant les règles de la preuve en ce qui concerne la responsabilité civile des instituteurs et le dernier alinéa de l'article 1384 du code civil relatif à la substitution de la responsabilité de l'Etat à celle des membres de l'enseignement public (18), stipule tout

(16) *Cf. supra*, n° 29.

(17) Voir à ce sujet une très intéressante décision du Tribunal de la Seine, 4 juil. 1923, précité; *cf.* également *supra*, chapitre I, note 17.

(18) Sur cette loi, consulter très spécialement A. Savatier : *Lois nouvelles*, 25 juin 1937, p. 242 *sq.* A cette occasion il nous faut rappeler qu'avant la loi du 5 avril 1937 les instituteurs et les artisans étaient déclarés responsables du dommage causé par leurs

d'abord que « dans tous les cas où la responsabilité des membres de l'enseignement public est engagée à la suite ou à l'occasion d'un fait dommageable commis, soit par les enfants ou jeunes gens qui leur sont confiés à raison de leurs fonctions, soit à ces enfants ou jeunes gens dans les mêmes conditions, la responsabilité de l'Etat sera substituée à celle des dits membres de l'Enseignement qui ne pourront jamais être mis en cause devant les tribunaux civils (19) par la victime ou ses représentants ».

Elle précise ensuite qu'« il en sera ainsi toutes les fois que pendant la scolarité ou *en dehors de la scolarité, dans*

élèves et apprentis pendant le temps passé sous leur surveillance, sauf à eux à prouver qu'ils n'avaient pu empêcher le fait qui donnait lieu à cette responsabilité.

Il y avait là une présomption de faute établie à leur rencontre.

La jurisprudence, assimilant très souvent certaines institutions philanthropiques à des instituteurs (voir l'application de l'article 1384, al. 4, C. civ., à des institutions philanthropiques et la jurisprudence citée dans Lalou : *Responsabilité civile*, n° 1009 sq.) aggravait ainsi lourdement leur responsabilité civile.

La présomption de faute, écartée désormais pour les instituteurs, l'est également pour les institutions philanthropiques.

Cependant elle demeure à l'encontre des artisans qui sont toujours déclarés responsables du fait de leurs apprentis.

Une institution philanthropique pourra-t-elle éventuellement se voir appliquer la présomption de faute en raison du fait qu'elle forme des jeunes gens par un véritable apprentissage ? Il semble bien que non, car, dans l'esprit de la loi, les seuls artisans soumis à la présomption sont ceux qui cherchent à se faire aider autant qu'à enseigner.

(19) Il serait donc possible de poursuivre directement les instituteurs devant les tribunaux répressifs, pour la pénalité.

un but d'éducation morale ou physique, non interdit par les règlements, les enfants ou jeunes gens confiés aux membres de l'enseignement public, se trouveront sous la surveillance de ces derniers ».

En conséquence un instituteur ne pourra pas être poursuivi directement devant la juridiction civile, en réparation civile d'un dommage résultant de sa faute de surveillance, et survenu par exemple au cours de représentations théâtrales, de jeux sportifs, ou de sorties de patronage. C'est là pour lui un avantage très appréciable (20).

40. — *Obligation de surveillance et responsabilité pénale.* — Poursuivie en réparation du préjudice qu'elle a causé une institution peut être condamnée au versement de dommages et intérêts, mais la justice pénale ne saurait l'atteindre. En effet, dans notre droit, seules les personnes physiques sont capables de commettre une faute pénale.

Celui donc qui, agissant régulièrement au nom d'une institution philanthropique, commet, par sa faute de surveillance, une faute pénale, un homicide involontaire, par exemple (21), pourra être personnellement traduit devant la juridiction répressive.

(20) Il n'en faudrait toutefois pas conclure que cet instituteur sera par là même exonéré de toute responsabilité civile ; une action récursoire, conformément au droit commun et au texte formel de la loi du 5 avril 1937, pouvant toujours, en effet, être exercée contre lui par l'Etat.

(21) Cass. crim., 11 août 1905, D. P. 1908-1-350. La répression pénale intervient, que le service rendu, au cours duquel la faute pénale a été commise, l'ait été à titre onéreux ou à titre gratuit.

L'institution, dans ce cas, ne sera éventuellement tenue qu'à réparer les conséquences civiles de cette faute (22).

41. — *Assurances responsabilité civile et indemnités contractuelles.* — Obligée civilement, une institution prudente doit s'assurer contre les risques qu'elle court. C'est pour elle le seul moyen d'échapper à des charges qui, éventuellement, pourraient être très lourdes.

Certes, on ne saurait lui demander de couvrir les mineurs qu'elle garde contre tous les risques possibles. Elle a fait son devoir quand elle a assuré sa propre responsabilité civile en cas d'accidents (23), ou de maladies (24), atteignant les enfants ou causés par eux. Il serait injuste de lui demander plus que d'assurer la réparation du dommage causé par sa faute (25).

Un arrêt de la cour de Paris, confirmant cette opinion, décide que des parents, « lorsqu'ils ont confié à... une œu-

(22) Sur la réparation demandée au civilement responsable devant le juge pénal, cf. Lalou : *Les civilement responsables du fait d'autrui et les juridictions répressives*, D. chr., 1932-105.

(23) Il est des risques que le contrat d'assurance devra spécialement prévoir : séances de théâtre ou de cinéma par exemple ; de crainte que la compagnie et le tribunal ne considèrent, en cas d'accident, que le contrat ne visait pas ces risques.

(24) La garantie des assurances ne s'étend d'ailleurs très souvent qu'aux cas de maladies contagieuses ou épidémiques.

(25) Il sera prudent de stipuler dans le contrat une clause de renonciation de recours de la compagnie contre toute personne dont l'institution pourrait être rendue responsable.

vre (il s'agissait en l'espèce d'une colonie de vacances) leur jeune fils pour lui faire passer six semaines... à la campagne, n'ont pu supposer un seul instant que pour la somme modique de 70 francs, non seulement l'enfant serait défrayé de tout, mais qu'en outre, l'œuvre assumerait la charge de l'assurer contre les risques de toute nature qu'il pourrait courir pendant ces six semaines ». Il ajoute « que la moindre réflexion aurait empêché... ces parents de croire à la possibilité d'une pareille garantie... et qu'en assurant sa responsabilité civile l'œuvre... avait fait... tout ce que la prudence du père de famille dont elle prenait la place, pouvait exiger » (26).

Reconnaissant là une obligation morale leur incombant, certaines institutions prévoient cependant dans leurs contrats d'assurances le versement d'« indemnités contractuelles », en l'absence de toute faute de leur part. C'est ainsi qu'elles stipulent souvent des compagnies, pour le cas où aucune faute ne serait relevée à leur encontre, le remboursement de frais de traitement ou d'hôpital, et même le versement d'indemnités plus ou moins libérales (27), accomplissant de ce fait jusqu'au bout leur mission philanthropique.

(26) Paris, 28 avr. 1913, précité.

(27) Pour le cas de dommage ayant entraîné une infirmité permanente, par exemple.

Conclusion

42. — *Vue d'ensemble de la question et appréciation des solutions apportées par la doctrine et la jurisprudence.* —

Nous voici au terme de notre étude. Cette étude, nous l'avons abordée avec une intention précise, celle de rendre service aux institutions philanthropiques qui, si elles ont en général un sens profond de leur devoir moral, ignorent par contre, trop souvent, l'étendue de leurs obligations légales, notamment en matière de surveillance de mineurs pris en garde.

Nous avons voulu tout d'abord examiner les conditions d'existence de l'obligation de surveillance de ces institutions à l'égard de ces mineurs. Problème simple, si nous n'avions vu que parfois l'existence d'une telle obligation est incertaine, qu'une institution a par conséquent tout intérêt à préciser ce à quoi elle s'oblige, dès lors qu'un doute peut planer sur ses intentions. L'examen de la situation des institutions « intermédiaires », et plus loin l'étude du lien de préposition nous ont, en particulier, montré comment dans la pratique naissent les difficultés. Il nous a fallu égale-

ment examiner d'une manière toute spéciale les répercussions juridiques de l'application du principe de confiance en matière d'éducation.

Un problème complexe et délicat devait être ensuite résolu, celui de la nature de l'obligation de surveillance. Problème non seulement de technique juridique, mais aux conséquences pratiques importantes depuis que la jurisprudence a admis la possibilité d'une obligation contractuelle de sécurité. Nous avons été amené à cette occasion à reconsidérer la question de la valeur des décharges de responsabilité signées par les parents des mineurs confiés.

Enfin, et c'était là peut-être notre tâche essentielle, nous avons essayé de dégager d'une jurisprudence touffue des indications qui puissent nous permettre de mieux mesurer l'étendue de l'obligation de surveillance de nos institutions. Nous avons parlé de l'« erreur de conduite » et de l'application du principe de moindre sévérité lorsqu'il s'agit d'apprécier la responsabilité d'une institution philanthropique.

Nous avons conclu en reconnaissant que le caractère philanthropique d'une institution ne permet pas à celle-ci d'échapper à la responsabilité civile du dommage causé par sa faute de surveillance, que toute faute oblige à réparation totale tant du dommage matériel que du dommage moral causés, à moins toutefois que le même dommage ne résulte de la faute de plusieurs coauteurs fautifs.

Les institutions philanthropiques ne verront pas dans cette responsabilité civile qui pèse sur elles un empêchement quelconque à leur activité noble et généreuse. Elles connaissent leur devoir moral, qui est un devoir de justice. Leur devoir « juridique » n'est-il pas en réalité le même ? Oui certes, car « il n'y a entre la règle morale et la règle juridique aucune différence de domaine, de nature, et de but. Il ne peut y en avoir car le droit doit réaliser la justice et l'idée de justice est une idée morale » (1).

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur
de l'Académie de Paris :
ROUSSY.

VU :

Le Président de thèse :
CASSIN.

VU :

Le Doyen :
G. RIPERT.

(1) G. Ripert : *La règle morale dans les obligations civiles*, 2^e éd., Paris, 1927, p. 11.

INDEX

DES DECISIONS DE JURISPRUDENCE RAPPORTEES

	N ^{os}
Agen, 23 juin 1869. — Réchou c/Saux. D. P. 1870-2-223.	34
Dijon, 19 févr. 1875. — Collet c/Serbouce. D. P. 1876-2-71.	21
Nancy, 26 mai 1888. — Tarillon c/Delacroix. Sous D. P. 1890-1-145	25, 26, 32
Paris, 31 mai 1892. — Pr. général c/époux Roguet, D. P. 1893-2-490	26
Tr. Châteauroux, 24 mai 1898. — Gaultier c/Grossin. D. P. 1898-2-491, S. 1899-2-147	22
Cass. crim., 27 juin 1902. — Abbé Cœur c/min. public. D. P. 1908-1-540	20, 22
Tr. civ. Lille, 24 mars 1904. — Foveau c/patronage. G. Tr. 1904-1-2-396	7, 20, 21, 23, 33
Lyon, 26 avr. 1904. — Rouchon c/Sagno. La Loi, 30 juin 1904	22
Bordeaux, 23 janv. 1905. — Parraud c/Bergamel. S. 1905- 2-188	32
Cass. crim., 11 août 1905. — Schweidesch c/Lemaitre. D. P. 1908-1-350	40
Tr. paix Saintes, 10 nov. 1906. — Drevet c/Mesneanel. D. P. 1907-5-32	37
Cass. req., 9 juil. 1907. — Taulaigo c/Amat et Picaud. D. P. 1907-1-479	22
Tr. Seine, 13 nov. 1909. — Herdon c/Œuvre. G. Tr. 1910- 1-2-327	20
Tr. paix Bordeaux, 23 nov. 1909. — Desaignes c/Etoile spor- tive. Sous D. P. 1911-2-45	11

Tr. Lyon, 5 févr. 1910. — Martinaud c/Solidarité scol. G. Tr. 1910-1-2-255. D. P. 1912-2-348	22
Rouen, 18 oct. 1911. — Assoc. amicale c/Avisse. D. P. 1912- 5-13	11, 22
Paris, 28 avr. 1913. — Œuvre petits Parisiens en Auvergne c/Monnier. D. P. 1913-2-278. G. P. 1913-2-8. S. 1918-19, 2, 9	30, 42
Cass. req., 29 déc. 1919. — Bodereau c/Giron. G. Tr. 18 janv. 1920. G. P. 1920-1-236	30
Tr. correc. Versailles, 11 févr. 1921. — Dame X. c/Société spôrtive. G. Tr. 8 juil. 1921	34
Lyon, 2 févr. 1922. — Tonlupt c/Œuvre orphelins. G. P. 1923-2-689	20
Poitiers, 29 janv. 1923. — Bégouin c/Roulet. G. P. 1923-1-535	32
Tr. Valence, 20 mars 1923. — Fauré c/Dupuis et Stade cath. G. P. 1923-2-7	34
Tr. Seine, 4 juil. 1923. — Vve Michel c/patronage enfants en danger moral. G. P. 1923-2-401	38
Tr. civ. Lyon, 10 oct. 1923. — Lagnet c/Colas. G. P. 1923-2-689	29
Le Havre, 5 avr. 1924. — Rouffray c/abbé Dubois. G. P. 1924- 2-138	25
Alger, 23 juil. 1924. — Œuvre enfants c/Mollhon. D. H. 1924- 587. G. P. 1924-2-513.	22, 23, 25
Rouen, 5 nov. 1924. — Rouffray c/abbé Dubois. D. P. 1927- 2-123	21, 22, 25
Caen, 28 janv. 1926. — Gamard c/abbé Dubois. D. P. 1927- 2-123. G. P. 1926-1-415.	18, 22
Dijon, 1 ^{er} mars 1926. — Etat c/Bressy. G. P. 1926-2-62.	32
Cass. civ., 15 juin 1926. — Legros c/Mercadier. S. 1926-1-249	19
Bourges, 1 ^{er} févr. 1927. — Masfeurier c/Molière et Roumier. G. P. 1929-1-821	22
Tr. Besançon, 17 mai 1927. — Vve Geiger c/Œuvre orphelins de la guerre. G. P. 1927-2-370.	20, 29

Cass. rej., 27 mars 1928. — Vve Gasse c/Saby. D. P. 1928-1-145. S. 1928-1-353	19
Riom, 18 juil. 1928. — Prunière c/Taillandier. G. P. 1928-2-784	18
Cass. req., 4 juin 1929. — Assist. publiq. c/Rousselet. D. P. 1929-1-154	29
Tr. civ. Beauvais, 21 nov. 1929. — Dufour c/Le Senne. G. P. 1930-1-210	29
Paris, 14 mars 1930. — Boudonneau c/Cie Assurances. D. P. 1930-2-115	29
Tr. Seine, 15 mars 1930. — Dresser c/Brittan. D. H. 1930-324	34
Douai, 26 juil. 1930. — Bleili c/abbé Bovar. G. P. 1930-2-651	23, 25, 37
Riom, 30 nov. 1931. — Messe c/Lafond. G. P. 1932-1-141. S. 1932-2-113. D. P. 1932-2-81	17, 19
Paris, 26 nov. 1932. — Eclaireurs Unionistes c/dame Beaujard. G. P. 1933-1-335	12, 23
Cass. rej., 19 févr. 1935. — Darmon c/Etat Tunisien. G. P. 1935-1-680. D. H. 1935-251	34
Paris, 18 mars 1935. — Trois Quartiers c/Weil. D. H. 1936-304	19
Angers, 12 oct. 1935. — Perreux c/Urban. G. P. 1935-2-849	34
Cass. req., 25 juin 1936. — Dommerc c/Ecole. D. H. 1936-410	22, 23
Paris, 4 juil. 1936. — Belles Piscines c/Gil Baer. D. H. 1936-432	19
Paris, 10 déc. 1936. — Pasco c/Hirsch. D. H. 1937-73.....	18
Cass. rej., 15 déc. 1936. — Térié c/Mattucce. — G. P. 1937-1-255	23, 25
Colmar, 24 avr. 1937. — Peurreux c/Urban. G. P. 1937-2-215	18
Paris, 12 oct. 1937. — Rousserie c/Croix-Rouge. D. H. 1937-555	29
Cass. req., 13 déc. 1937. — Dercroix c/Institution. G. P. 1938-1-282	22, 26

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

Principaux recueils de jurisprudence. :

Recueil périodique et critique de jurisprudence, de législation et de doctrine. — Abréviation : D. P.

Recueil hebdomadaire de jurisprudence. — Abrév. : D. H.

Recueil général des Lois et Arrêts de Sirey. — Abrév. : S.

Gazette du Palais. — Abrév. : G. P.

DEMOGUE. — *Traité des obligations en général*. Paris, Rousseau, 1925.

PLANIOI et RIPERT. — *Traité pratique de droit civil français*. Paris, Libr. génér. de droit et de jurisprudence, 1930.

H. et L. MAZEAUD. — *Traité théorique et pratique de la responsabilité civile*. Paris, Sirey, 3^e éd., 1939.

LALOU. — *La responsabilité civile*. Paris, Dalloz, 2^e éd., 1927.

COLIN et CAPITANT. — *Cours élémentaire de droit civil français*. Paris, Dalloz, 7^e éd., 1931.

PLANIOI. — *Traité élémentaire de droit civil*. Paris, Libr. gén. de droit et de jurisprudence, 11^e éd., 1937.

G. RIPERT. — *La règle morale dans les obligations civiles*. Paris, Libr. génér. de droit et de jurisprudence, 2^e éd. 1927.

PERREAU. — *Courtoisie, complaisance et usages non obligatoires devant la jurisprudence*. Revue trimest. de droit civil, 1914, p. 408 sq.

LALOU. — *Contrats comportant pour l'une des parties l'obligation de rendre le co-contractant sain et sauf*. D. H. Chronique, 1931, p. 37 sq.

L. JOSSERAND. — *La personne humaine dans le commerce juridique*. D. H. Chronique, 1932, p. 1.

- LALOU. — *Les civilement responsables du fait d'autrui et les juridictions répressives*. D. H. Chronique, 1932, p. 105 sq.
- R. VIMARD. — *Les obligations civiles des colonies de vacances et œuvres de plein air*. 11^e Congrès national des colonies de vacances. Paris, avril 1935, 52, rue Saint-Georges.
- H. MAZEAUD. — *Essai de classification des obligations*. Revue trimest. de droit civil, 1936, p. 1 sq.
- L. JOSSEMERAND. — *Aperçu général des tendances actuelles de la théorie des contrats*. Revue trimest. de droit civil, 1937, p. 1 sq.
- A. SAVATIER. — *Commentaire de la loi du 5 avril 1937 sur la responsabilité civile des instituteurs et de l'Etat*. Lois nouvelles, 25 juin 1937, 1^{re} partie, p. 242 sq.
- P. ESMEIN. — *Remarques sur de nouvelles classifications des obligations, Etudes de droit civil à la mémoire de H. Capitant*. Paris, 1939, p. 235 sq.
- A. ROUAST. — *La prestation gratuite de travail. Etudes de droit civil à la mémoire de H. Capitant*. Paris, 1939, p. 695 sq.
- J. TAFFE. — *La responsabilité civile en dehors du contrat et du délit ou du quasi délit*. Thèse, Paris, 1921.
- DURAND. — *Des conventions d'irresponsabilité*. Thèse, Paris, 1931.
- FLOUR. — *Les rapports de commettant à préposé dans l'article 1384*. Thèse, Caen, 1933.
- ROBEZ PAGILLON. — *Le contrat d'éducation*. Thèse, Lyon, 1935.

Table des Matières ¹

INTRODUCTION

1. Obligation de surveillance et responsabilité des institutions philanthropiques	1
2. Définition de l'institution philanthropique	3
3. Institutions philanthropiques et institutions patronales en faveur des enfants d'ouvriers et d'employés.....	5
4. Plan	6

CHAPITRE I

CONDITIONS D'EXISTENCE DE L'OBLIGATION DE SURVEILLANCE

5. Position de la question	7
6. Accord intervenu entre l'institution et ceux qui ont la charge du mineur ; utilité d'une détermination de la nature contractuelle ou délictuelle de l'obligation de surveillance	8
7. Distinction du contrat et de l'acte de complaisance....	12
8. Contrat relatif à la garde du mineur et puissance paternelle	16
9. Garde de fait des mineurs par l'institution philanthropique	17
10. Prise en garde du mineur et absence d'obligation de surveillance : a) Intermédiaires	19

(1) N. B. — Le premier chiffre renvoie au numéro. Le second à la page.

11. b) Exercices des jeux sportifs	21
12. c) Education morale et principe de confiance	23

CHAPITRE II

ETENDUE DE L'OBLIGATION DE SURVEILLANCE ET FAUTE DANS LA SURVEILLANCE

13. Position de la question	26
-----------------------------------	----

SECTION I

Détermination du contenu de l'obligation de surveillance.

14. Limitation du droit de définir par convention l'étendue de l'obligation de surveillance	26
15. Influence du caractère philanthropique de l'institution sur le contenu de l'obligation de surveillance	29
16. Absence de différence entre le contenu d'une obligation de surveillance délictuelle et le contenu d'une obligation de surveillance contractuelle dans la presque généralité des cas	31
17. Faute dans la surveillance et erreur de conduite	32
18. Obligation de surveillance et obligation de sécurité...	35
19. Obligation de surveillance et responsabilité du fait des choses	38

SECTION II

Jurisprudence et surveillance effective de la personne des mineurs.

20. Application du principe de moindre sévérité	40
21. Principe de moindre sévérité et sévérité relative de la jurisprudence	43
22. Caractère variable de la surveillance à exercer sur les mineurs pris en garde	46
23. Précautions matérielles	49

SECTION III

*Valeur des prescriptions et règlements non accompagnés
de surveillance effective*

24. Obligation de surveillance et pouvoir corrélatif de direction	52
25. Jurisprudence et obligation, en général, de veiller à l'exécution des ordres et à l'application des règlements.	53

SECTION IV

Obligation de surveillance et force majeure

26. Examen de la jurisprudence	55
--------------------------------------	----

CHAPITRE III

DETERMINATION DU RESPONSABLE

27. Position de la question	59
28. Responsabilité d'une institution du fait de ses organes..	60
29. Responsabilité d'une institution du fait de ses préposés	62
30. Responsabilité des membres de comités directeurs et de patronage	67

CHAPITRE IV

RESPONSABILITE PARTAGEE

31. Position de la question	69
32. Fautes de l'institution et d'un mineur pris en garde..	70
33. Fautes de l'institution et d'un tiers	71
34. Etude spéciale de la faute des parents du mineur co-auteur du dommage	72

CHAPITRE V

REPARATION DU DOMMAGE

35. Position de la question	75
36. Principe que toute faute de surveillance peut engager la responsabilité de l'institution	75
37. Etude spéciale du préjudice moral	77
38. Valeur des clauses de non-responsabilité	80
39. Œuvres annexes de l'Enseignement Public et responsa- bilité de l'Etat	83
40. Obligation de surveillance et responsabilité pénale	85
41. Assurances responsabilité civile et indemnités contrac- tuelles	86

CONCLUSION

42. Vue d'ensemble de la question et appréciation des solu- tions apportées par la doctrine et la jurisprudence..	89
Index des décisions de jurisprudence rapportées	93
Index bibliographique	97

ACHEVÉ D'IMPRIMER LE 2 MAI 1939
PAR LES PRESSES MODERNES
96, GALERIE BEAUJOLAIS — PALAIS-ROYAL
PARIS (1^{re})

